



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2427
6 février 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre l'austérité, en Grèce et dans toute l'Europe



La nécessaire mobilisation des travailleurs

Loi Macron

**Les notaires
sont plus
entendus que
les salariés**

page 9

Espagne

**Des centaines
de milliers
de manifestants
dans la rue**

page 10

Auschwitz

**La barbarie
nazie, produit
du capitalisme
en crise**

page 7

En Grèce, l'épreuve de force qui s'annonce sera entre les travailleurs et la bourgeoisie

En votant pour Syriza, l'électorat populaire grec a fait un geste fort. Après cinq années d'austérité inouïe, ponctuée de licenciements, de coupes dans les salaires, les retraites et les services publics, il a eu le courage de refuser de nouveaux sacrifices. Malgré le chantage des financiers et des dignitaires européens qui tiennent les cordons de la bourse de leur pays, il a osé rejeter leur diktat. C'est un encouragement pour tous ceux qui n'acceptent pas la situation, bien au-delà de la Grèce.

La Grèce a été frappée par la crise et les cures d'austérité avec une brutalité particulière. Mais quel pays n'a pas été touché d'une façon ou d'une autre? En France, des milliers de travailleurs s'enfoncent mois après mois dans le chômage et la misère. Tour à tour, droite et gauche s'emploient à défaire nos droits et à aggraver la précarité. Alors, réclamer le droit à une vie digne est aussi notre combat.

L'électorat populaire grec a porté Tsipras au pouvoir. Sans attendre, celui-ci a annoncé l'augmentation du salaire minimum de 170 euros, un 13e mois pour les pensions inférieures à 700 euros, la réembauche de milliers de fonctionnaires, l'arrêt des privatisations et la distribution de bons d'alimentation.

De Paris à Berlin en passant par Londres, cela lui a valu d'être traité d'irresponsable et de provocateur par nombre de politiciens bourgeois. Il suffit qu'il y ait un chef de gouvernement qui montre l'intention de réaliser ses promesses électorales pour que son pays soit mis à l'index par les représentants de la bourgeoisie. C'est dire leur mépris de la démocratie.

Cela a le mérite d'être clair : ces messieurs-dames ne feront pas de cadeau à la Grèce. Et tous de dire et de répéter qu'il est hors de question d'annuler la dette.

Au moment où la Banque centrale européenne s'apprête à mettre 1 000 milliards à la disposition des banquiers, alléger les 300 milliards de la dette grecque ne serait pas la mer à boire. Mais c'est une question de principe. Pour ces représentants de la bourgeoisie, il faut que les pauvres et les travailleurs le sachent : « Une dette, ça se paye » ! Et ils ne céderont pas à la pression populaire !

Quant à la bourgeoisie grecque, grande ou moyenne, qui n'a pas l'habitude de payer des impôts et n'aime pas rendre

de comptes, elle s'oppose déjà de toutes ses forces au gouvernement. Elle a commencé sa pression en retirant 14 milliards des guichets des banques grecques. Autant dire qu'elle n'acceptera pas sans rien faire d'augmenter le smic et de payer des impôts.

Que les électeurs de Syriza en soient conscients ou pas, leur vote a, de fait, engagé une épreuve de force. Oh, les mesures de Tsipras ne sont pas révolutionnaires et elles ne suffiront pas à sortir la Grèce du chômage et de la misère. Syriza et les dirigeants européens peuvent d'ailleurs en rabattre et négocier, de telle façon que chacun sauve la face sur le dos des classes populaires grecques.

Mais le peu que Tsipras a promis aux plus démunis devra être pris sur la bourgeoisie et fera l'objet d'un bras de fer entre, d'un côté, les classes populaires et, de l'autre, la classe capitaliste. Cela ne dépend pas seulement de la détermination d'un homme ou d'un gouvernement, ni même de sa force de conviction.

La seule garantie que le salaire minimum et les pensions augmentent, et qu'il y ait les embauches promises dans la fonction publique, réside dans la mobilisation des travailleurs et dans leur organisation. Le plus dur reste donc à faire pour les travailleurs grecs et ils doivent pouvoir compter sur notre solidarité.

Cette solidarité commence par rejeter les laquais de la bourgeoisie qui veulent nous opposer aux Grecs en nous expliquant que, s'ils ne payent pas leur dette, cela coûtera 600 euros par Français. La population grecque n'est pas plus redevable de la dette grecque que nous ne le sommes de la dette française.

Toutes ces dettes ont servi à sauver les banquiers, à commencer par les actionnaires du Crédit agricole et de la BNP, et à faire des cadeaux au grand patronat. Alors, qu'ils s'en débrouillent entre eux !

Au-delà de la solidarité avec les travailleurs grecs, il faut rejeter la politique antiouvrière de notre gouvernement. Ici aussi, il faut dire que l'emploi, les salaires, les retraites, la vie des travailleurs, c'est ce que nous avons de plus cher. Ici aussi, il faut dire que les banquiers pourront bien attendre pour être payés.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	IL Y A 70 ANS	ENTREPRISES
Loi Macron : un beau cadeau aux patrons 3	1945 : la libération des camps de la mort 7	RER A : coup de colère des conducteurs 11
Le gouvernement s'aplatit devant les notaires 3	DANS LE MONDE	Chemins et travailleurs de l'énergie : manifestation réussie 11
Facteur à tout faire 3	Comment le succès de Syriza peut-il déboucher sur une avancée pour les travailleurs 8-9	Transports routiers 11
L'élection législative dans le Doubs 4	Les premières annonces du gouvernement Tsipras 8-9	Échirolles (Isère) : facteurs mobilisés 12
Rejeter le FN tout en dénonçant le gouvernement socialiste 4	À la gauche de Syriza 8-9	SNCF - Brétigny 12
Coupure EDF à Audincourt 4	Espagne : Podemos après Syriza ? 10	Finances publiques Paris 12
À l'UMP : les couteaux ressortent 4	Italie : la main lourde de la justice 10	Blanchisserie des Lilas 12
Financement du FN 5	Qui doit payer la dette ? 16	Michelin - Saint-Doulchard 13
Roland Dumas et ses combines 5	Arabie saoudite : mort d'un tyran 16	Antonutti-Delmas - Bezons 13
Éducation nationale 6	Égypte : une militante de gauche tuée 16	Sita-Ouest-Rennes 13
Les aides au logement mises en cause 6		Saint-Jean industries Poitou 14
Péages autoroutiers 6		Thyssen Ascenseurs - Angers 14
		Verreries de Masnières (Nord) 14
		Rennes : les hospitaliers manifestent contre l'austérité 15
		Hôpital psychiatrique Le Vinatier -Bron (Rhône) 15

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Loi Macron : un beau cadeau aux patrons

Parmi les petites surprises que comporte le projet de loi Macron, en cours d'examen, l'une a déjà fait le tour des dirigeants et hauts cadres des sociétés. Il s'agit d'un somptueux cadeau, puisqu'il va leur permettre de diviser par deux le montant de leur impôt.

En effet l'article 34 de cette loi prévoit que les actions gratuites que s'auto-distribuent les dirigeants des sociétés par actions, et qu'ils offrent à leurs hauts cadres, bénéficieront dorénavant d'un abattement de 50% dans les déclarations de revenus. Il ne s'agit pas du tout d'une mesure marginale.

Cette distribution d'actions gratuites constitue déjà une grande part de la rémunération des cadres dirigeants des grandes sociétés. Elle se chiffre bien souvent à plusieurs millions d'euros par an pour chacun. Pour les PDG et les patrons proprement dits, propriétaires des entreprises, cela s'ajoute aux dividendes pour former l'essentiel de leurs revenus.

Ce cadeau va entraîner pour l'État un manque à gagner de plus de 200 millions d'euros, pour les seules plus grandes sociétés, et sans doute beaucoup

plus au total avec toutes les entreprises de taille plus modeste. Macron est là sur son terrain, puisqu'il a bâti sa propre fortune personnelle à travers ce mécanisme, à l'occasion des relations entre Nestlé et le numéro 1 mondial des médicaments, Pfizer, pilotées par la banque Rothschild.

C'est ce même gouvernement socialiste qui ose se plaindre du coût des dépenses de santé ou de l'APL,



destinée aux revenus modestes. Pour être à l'écoute

des plus riches, il est prêt à faire les fonds de poches de

ceux qui ont le moins.

Paul Sorel

Le gouvernement s'aplatit devant les notaires

Lundi 2 février, Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, a admis s'être trompé sur les mesures de son projet de loi « pour la croissance et l'activité » concernant les professions réglementées. Il s'agissait d'encadrer les tarifs pratiqués par les notaires, huissiers, commissaires-priseurs, greffiers de tribunal de commerce, en instaurant une

part de tarifs variable afin de faire jouer la concurrence entre eux et de « permettre à des jeunes professionnels de s'installer ». Le ministre, en acceptant de revoir sa copie sur ce point, a reconnu n'avoir « pas vu l'effet pervers que cette mesure pouvait avoir ». Les notaires, huissiers, etc., eux, en ont vu l'effet possible... sur leurs chiffres d'affaires et leurs

revenus. Apparemment ils n'ont pas eu de mal à se faire comprendre par le ministre.

Cette réforme des professions réglementées, présentée avec le projet de loi à grand renfort de publicité, avait entre autres pour but de faire plus facilement passer les dispositions de la loi remettant en cause les droits des travailleurs, de la réforme

des Prud'hommes à celle de l'Inspection du travail, en passant par celle des recours contre les plans de licenciements.

N'était-ce pas la preuve que le gouvernement s'en prenait autant aux « gros » qu'aux « petits » ? Mais, sur ce plan, Macron est prêt à revoir sa copie, bien plus que s'il s'agit des droits ouvriers.

J.-J. L.

Le gouvernement se croit tout permis

L'Assemblée nationale a voté, dans le cadre de la loi Macron, des mesures sur le permis de conduire. Le délai d'attente pour se présenter ou se représenter à l'examen sera réduit à 45 jours, au lieu de 98 jours en moyenne actuellement, délai qui atteint 135 jours dans des départements très peuplés comme ceux de la région parisienne, à cause d'un nombre insuffisant

d'examineurs. Pour arriver à tenir ce délai, les préfetures pourront, dans les départements « les plus tendus », faire appel à des agents publics ou contractuels : agents de La Poste, anciens militaires ou gendarmes.

Pourquoi faire appel à des contractuels alors que, selon les syndicats d'inspecteurs du permis de conduire, il suffirait d'en

embaucher entre 150 et 200 pour résorber le problème ? Là aussi, le gouvernement cherche les économies de bouts de chandelle. Il revient moins cher d'employer des contractuels, formés quelques semaines au plus et dont on peut se débarrasser à tout moment, que des inspecteurs en poste fixe avec une solide formation.

Avoir son permis de

conduire est une nécessité à l'heure actuelle pour des millions de gens, et d'abord pour avoir un travail, soit parce que les employeurs l'exigent, soit à cause du manque de transports en commun. Le permis coûte déjà cher et la longueur des délais entre deux sessions en rallonge le coût. Comme il faut reprendre des cours de conduite et de code, le prix peut alors grimper

jusqu'à 2 000 ou 3 000 euros et pénalise en premier les jeunes issus de milieux populaires. Or, 40% des postulants n'ont pas leur permis du premier coup.

Le permis de conduire étant devenu indispensable, c'est dans le cadre de l'enseignement public que la conduite comme le code devraient être enseignés et l'examen effectué.

Marianne Lamiral

Facteur à tout faire



Les facteurs vont-ils faire passer le permis ?

En transformant les facteurs en examinateurs du permis de conduire, Macron s'inscrit dans les plans des dirigeants de La Poste, qui sont lancés

dans la recherche frénétique de nouveaux travaux dont ils pourraient charger les facteurs. La visite aux personnes âgées isolées est facturée 5 euros à la mairie ou au conseil général. Il y a aussi le relevé des compteurs de gaz et d'électricité, la livraison de médicaments, la collecte de papiers à recycler, les diagnostics énergétiques gratuits. Chaque direction locale doit prospecter de nouveaux marchés, et les postiers découvrent régulièrement avec stupéfaction les tâches qu'on veut leur confier.

Pendant longtemps les facteurs ont rendu de

petits services aux usagers, sans rien demander. Aujourd'hui, après la suppression de dizaines de milliers d'emplois, ils n'en ont plus le temps. Les gestes de simple courtoisie sont d'ailleurs strictement prohibés. On a vu un facteur menacé de sanctions pour avoir gardé l'habitude de faire quelques courses pour des personnes isolées : tout doit être facturé !

La Poste veut utiliser ses 90 000 facteurs, déjà surchargés de travail, comme autant de prestataires de services afin d'augmenter ses bénéfices, et Macron veut l'y aider.

D.M.

Fêtes de Lutte Ouvrière

Maisons-Alfort

Samedi 7 février à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé, 47, avenue Foch
à 18h: rencontre-débat avec Nathalie Arthaud

Bobigny

Samedi 7 février à 18 heures

Salle Max Jacob, 36, rue de Vienne

Angers

Samedi 28 février à partir de 16 heures

Salle Aragon, rue Joseph-Bara à Trélazé

Metz

Dimanche 1^{er} mars à partir de 11 h 30

CALP (Centre d'activités et de loisirs) de Metz-Platières - 2A, rue Monseigneur-Pelt
à 15h30: rencontre avec Jean-Pierre Mercier

L'élection législative partielle du Doubs

L'élection dans la quatrième circonscription du Doubs, le 1^{er} février, s'est traduite par une forte progression de l'abstention. Elle a grimpé de près de 20 points depuis les dernières élections de 2012, qui avaient vu l'élection de Moscovici, aujourd'hui commissaire européen à Bruxelles.

Six électeurs inscrits sur dix ne sont pas allés voter. Du coup, même si le Front national est en tête du scrutin à l'issue du premier tour, il perd lui aussi des voix - 1223 par rapport à 2012 - comme tous les partis. Sans surprise, c'est le PS qui perd le plus de voix - 9005 voix - mais arrive second ce coup-ci, alors qu'il caracolait en tête en 2012. L'UMP perd également des voix - 2517 - et, arrivée en troisième position, elle ne peut se maintenir pour le second tour.

Même si le site de France 3 Franche-Comté note que Lutte Ouvrière est le seul parti qui progresse

fortement en voix comme en pourcentage, avec 404 voix et 1,57% contre 208 voix et 0,52%, ses

Rejeter le FN tout en dénonçant le gouvernement socialiste et sa politique antiouvrière

Je remercie les 404 électeurs qui ont voté Lutte Ouvrière. Nos résultats traduisent une progression par rapport aux dernières élections de 2012 où, malgré une participation plus haute de 20 points, nous n'avons recueilli que 208 voix.

Ceux qui ont voté Lutte Ouvrière ont affirmé les revendications ouvrières, la volonté de ne

plus subir une crise dont seuls le grand patronat et les banques sont responsables. Ils compteront pour l'avenir et les luttes, qui ne manqueront pas de se produire pour réagir aux multiples attaques patronales et gouvernementales.

Au second tour, aucun travailleur, aucun chômeur, aucun retraité ne peut voter pour la candidate du FN, qui dénonce

Cela ne se combattra pas avec ce « front républicain », que le PS propose comme dans toutes les circonstances similaires. Que vaut cette alliance d'un jour entre la droite, la gauche de gouvernement qui ne vaut guère mieux, et la « gauche de la gauche » qui prétend les combattre ? Rien, en tout cas rien qui permette

de combattre réellement le FN. La renaissance du mouvement ouvrier et de ses valeurs est le seul contrepoison aux idées réactionnaires dans la classe ouvrière. C'est à cela que doivent s'attacher ceux qui sont préoccupés du sort des travailleurs et de l'avenir de toute la société.

Étienne Hourdin

Coupure EDF à Audincourt: Valls n'était pas au courant

Le meeting avait pourtant bien commencé. Mardi 27 janvier, le Premier ministre Valls apportait gracieusement, mais aux frais du contribuable, son soutien au candidat du PS, dans le cadre de la législative partielle dans le département du Doubs.

Devant les journalistes, le Premier ministre avait entamé les préliminaires habituels: les chiffres du chômage sont certes mauvais, mais il perçoit « des éléments pour soutenir la croissance en 2015 ». Mais, le temps de faire une envolée sur « l'après 11 janvier », tout ce beau monde s'est retrouvé d'un seul coup dans le noir complet. Panne de courant!

Passé la première minute d'émotion, tout s'est expliqué rapidement. Le syndicat CGT mines énergie avait appelé à un rassemblement, juste avant le meeting, pour protester contre les orientations de la loi de transition énergétique. Le responsable du syndicat a dit volontiers et en détail le pourquoi de la « panne »: « Étant donné que nous n'avons pas été entendus, pas même par les conseillers du Premier ministre

que nous avons vainement sollicités, nous avons symboliquement procédé à une coupure de courant. »

Le maire d'Audincourt, ancien ouvrier syndicaliste mais actuel sénateur socialiste, n'est pas du tout d'accord avec cette coupure et a voulu éclairer la situation: « Ceci est contraire au syndicalisme de masse! » L'UMP s'est indignée de cette action: « C'est une attitude scandaleuse, la CGT a perdu la tête. » Notre camarade Nathalie Arthaud, qui participait à un meeting électoral le lendemain, elle, a constaté: « Les travailleurs ont trouvé un moyen efficace d'exposer leurs revendications. »

Sans électriciens, pas d'électricité... Les travailleurs font marcher toute la société et il est bon de le rappeler à ces politiciens au service du patronat.

Correspondant LO

À l'UMP: les couteaux ressortent

Le 3 février, après deux jours de tergiversations, l'UMP et son président, Sarkozy ont fini par donner une consigne de vote pour le second tour de l'élection législative du Doubs: ce ne sera ni pour le PS ni pour le FN... bien au contraire.

Le PS, évidemment, en appelle au « front républicain » derrière son candidat, considérant que l'UMP doit s'y joindre. Mais il doit la regarder se déchirer sur la politique à suivre.

Depuis le résultat de l'élection, tous les ténors de la droite ont en effet donné des avis divergents sur la question. Ces différences recouvrent aussi des différences de positionnement dans la course à la candidature pour l'élection présidentielle de 2017. Ceux qui, comme Juppé, comptent sur les voix centristes pour gagner la primaire de la droite, jurent la main sur le cœur être prêts à tout, y compris à voter PS, pour barrer la route au Front national. Ceux, comme Fillon, qui comptent sur les voix les plus à droite, refusent de choisir entre le PS et le

l'UMPS mais rêve d'en prendre la place. Il faut rejeter le Front national, qui sème le poison de la division entre les travailleurs.

Le gouvernement socialiste porte une responsabilité écrasante dans la progression du FN. C'est le désespoir semé par la politique antiouvrière et propatronale du gouvernement qui fait le lit du Front national et de ses

idées réactionnaires.

Les travailleurs conscients n'auront pas la possibilité de s'exprimer clairement au second tour. Cela ne nous empêchera pas de dire: Non au Front national, non à toutes les politiques antiouvrières!

Communiqué de Michel Treppo, candidat de Lutte Ouvrière, lundi 2 février 2015



La foire d'empoigne.

FN. Et les sous-fifres, qui cherchent à quelle locomotive accrocher leur petit wagon, reprennent au refrain la chanson de leurs patrons.

La question se complique encore si on songe qu'un bon candidat de droite à la présidentielle doit pouvoir à la fois compter sur les voix centristes, à la primaire et au premier tour, et être capable de capter l'électorat de gauche en cas de duel avec Le Pen au second tour. Au contraire, il doit pouvoir compter sur l'électorat FN si le PS est au deuxième tour. L'effort demandé aux prétendants pour répondre à tous ces critères ressemble à celui du caméléon posé sur un plaid écossais.

Le plus gêné dans l'affaire, et le dernier à donner son avis, a été Sarkozy. Le problème n'était pas la position à prendre. Il sait

dire tout et son contraire dans un même souffle. Mais, ayant repris la tête de l'UMP à l'automne en garantissant une direction ferme, il s'avère incapable de mettre fin aux divisions de la droite et à la guerre des prétendants. Loin d'être un chef et un candidat incontesté, il n'est que l'un d'entre eux.

Cela ne serait que pitoyable, s'il ne s'agissait pas de savoir lequel de ces hommes sera le plus à même de continuer à étrangler les travailleurs, une fois que le PS se sera trop déconsidéré pour continuer à le faire. Tous ces gens, de l'UMP au PS en passant par le FN, tiennent pour certain que l'électorat populaire ne peut que s'abstenir ou glisser vers la droite. La leçon toute fraîche venue de Grèce montre que cela n'est pas joué d'avance.

Paul Galois

LEUR SOCIÉTÉ

Comptes de campagne : Roland Dumas et ses combines

« Je peux le dire aujourd'hui, les comptes de campagne d'Édouard Balladur et ceux de Jacques Chirac étaient manifestement irréguliers. » C'est Roland Dumas qui le dit. Et il sait de quoi il parle puisqu'il était à l'époque, en 1995, président du Conseil constitutionnel, cette haute autorité chargée, entre autres, de veiller à la régularité de l'élection présidentielle, et notamment à la conformité des comptes de campagne électorale.

Déjà en 2011, recouvrant un peu tardivement la mémoire, un des membres du Conseil constitutionnel de 1995 avait révélé les maigres de cette haute autorité. Il se souvenait que les comptes de Balladur montraient une recette de plus de 10 millions de francs en espèces et dont l'origine était inconnue. Ce devait être la recette de la vente de tee-shirts à l'effigie

du candidat, disait son équipe... Quoi qu'il en soit, les comptes devaient donc être rejetés et les dépenses de Balladur non remboursées. Roland Dumas serait alors intervenu, rappelant que les comptes de Chirac n'étaient pas conformes eux non plus, qu'il faudrait donc les rejeter eux aussi mais que, Chirac étant désormais président de la République, ce serait une

autre paire de manches. Il avait donc demandé aux rapporteurs de commission et autres spécialistes en comptabilité de bien vouloir réexaminer les comptes de Chirac et de Balladur, de les arranger afin de les rendre orthodoxes.

En 2011, à la suite de cette confession d'un membre du Conseil, Roland Dumas s'était abstenu de tout commentaire. Aujourd'hui, sans honte, il avoue, persiste et signe : « Que faire ? dit-il. C'était un grave cas de conscience. J'ai beaucoup réfléchi. Annuler l'élection de Jacques Chirac aurait eu des conséquences terribles. J'ai pensé à mon pays. Je suis un homme de

devoir. Nous avons finalement décidé, par esprit républicain, de confirmer, à l'unanimité au deuxième tour, son élection présidentielle. » Et il ajoute : « Je suis convaincu que j'ai sauvé la République en 1995. » Telle est la morale de ces hauts dignitaires de l'État, ou plutôt telle est la mesure des services qu'ils sont prêts à offrir pour maintenir la stabilité de cet État.

Lors de cette élection présidentielle de 1995, les mêmes « sages » du Conseil constitutionnel, qui s'activaient à maquiller les comptes de campagne de Balladur et de Chirac,

validaient celui d'Arlette Laguiller. Les dépenses de la candidate de Lutte Ouvrière (un peu plus de 11 millions de francs) étaient loin d'atteindre le plafond autorisé par l'État (plus de 32 millions de francs). Mais les « sages » refusèrent d'en rembourser une partie – 7 millions de francs, soit presque 1 million d'euros –, dans le but de frapper au porte-monnaie son parti, Lutte Ouvrière, sous le prétexte totalement formel que c'était lui qui avait réglé directement cette somme et non le mandataire de la candidate.

Sophie Gargan

Financement du FN : un parti comme les autres

Frédéric Chatillon, un proche de Marine Le Pen, a été mis en examen vendredi 23 janvier, à l'issue d'une garde à vue de quarante-huit heures, pour faux et usage de faux, escroquerie, abus de biens sociaux et blanchiment d'abus de biens sociaux. Il est soupçonné d'avoir organisé un système de surfacturation au profit de la société de communication Rial, dont il est le dirigeant-fondateur.

Cette société conçoit et fait imprimer le matériel électoral du FN (affiches, tracts), assure de nombreuses autres

prestations comme la location de salles ou de moyens TV, l'envoi de courriels ou de SMS. Ces services n'ont

pas été facturés au FN mais à Jeanne, le microparti de Marine Le Pen chargé d'assurer le financement de ses campagnes. Cette structure faisait payer aux candidats d'extrême droite les kits électoraux obligatoires. Éventuellement, Jeanne pouvait leur prêter les sommes nécessaires, à des taux pouvant aller jusqu'à 7 %. Ce montage financier complexe et assez opaque aurait permis au FN de se faire rembourser

indûment plusieurs millions d'euros.

Chatillon et quelques autres auxquels la justice s'intéresse sont des anciens militants et responsables du GUD, syndicat étudiant d'extrême droite, réputé pour les opérations musclées dans les universités. Cette affaire met aussi en lumière les liens d'une partie de l'extrême droite avec certains régimes dictatoriaux, comme celui du syrien Bachar el-Assad, dont

Riwal s'est chargé d'assurer la promotion touristique en échange d'une rétribution.

Les pratiques que cette affaire révèle sont celles des grands partis, le scandale Bygmalion du côté de l'UMP étant le dernier en date. Et, de ce point de vue, le FN démontre qu'il a su parfaitement s'intégrer au système que Le Pen prétend dénoncer.

Marc Rémy

Fil rouge

Pour une poignée de yuans

En Chine, Valls a déclaré que le Parlement examinait la loi sur le travail du dimanche afin d'attirer les touristes, notamment chinois : « Le samedi, ils iront à Versailles et au Louvre, et le dimanche, ils feront leurs courses. »

Pourquoi ne pourraient-ils pas faire l'inverse : aller dans les magasins le samedi, et visiter les musées le dimanche ? Et surtout, pourquoi des milliers de salariés parisiens devraient-ils accepter de sacrifier leur repos du dimanche ?

Touchez pas au grisbi

Lors du débat à l'Assemblée nationale sur son projet de loi Emmanuel Macron a confié aux

députés avoir reçu « des menaces de mort de certains officiers publics ministériels parlant de partir à la chasse au Macron ».

Une porte-parole des notaires a dit ne pas excuser mais « comprendre ces propos ». Quand il s'agit de défendre la propriété privée, et surtout la leur, ces braves gens ont apparemment le fusil près du bonnet.

Souvent, les mêmes s'étranglent quand un voleur de pommes est relâché et frisent l'apoplexie quand un piquet de grève bloque une grille d'usine !

Valls en Chine sur une musique patronale

Manuel Valls a passé trois jours en Chine fin janvier pour faire la

promotion de l'industrie nationale.

Le résultat est resté très limité, même si quelques contrats ont bien été signés avec Thales, Air liquide, GDF Suez ou EDF. Les dirigeants chinois sont manifestement durs en affaires.

Pourtant, Valls n'a pas ménagé ses efforts pour séduire les investisseurs chinois. Il leur a vanté « une fiscalité stable, une réglementation simplifiée, un marché du travail attractif ». Il a ajouté : « L'image selon laquelle la France ne réforme pas son marché du travail et qu'il est impossible de licencier est une image fautive. »

Et la fameuse « image sociale » du pays alors ? Elle est bidon, et c'est Valls qui vous le dit.



Lutte de Classe n°165 (janvier-février 2015)

Discussions et interventions au 44^e congrès de Lutte Ouvrière



Prix : 2 euros

Envoi contre cinq timbres à 0,76 euro

Éducation nationale : toutes les raisons de faire grève

Mardi 3 février, à l'appel du principal syndicat des enseignants, l'Éducation nationale était en grève, un mouvement suivi à plus de 50% dans la Drôme, la Seine-Saint-Denis ou encore les Bouches-du-Rhône.

Au lendemain des attentats contre *Charlie Hebdo* et le supermarché Hypercacher, le gouvernement au grand complet avait entonné des discours édifiants sur le rôle fondamental de l'école dans la transmission du « vivre ensemble ». Mais aucun moyen supplémentaire n'avait été annoncé pour répondre à l'aggravation des conditions de travail des enseignants.

En ce moment les moyens attribués pour organiser la rentrée prochaine sont annoncés dans les établissements. Ils sont en baisse pratiquement partout. Cela va signifier de nouvelles suppressions d'options, de dédoublements de classe

et de dispositifs d'aide aux élèves les plus en difficulté, avec bien souvent à la clé des postes supprimés.

Les créations de postes sont très loin des 60 000 promis par Hollande au début de son mandat. Non seulement elles ne compensent pas les 80 000 suppressions effectuées sous Sarkozy, mais elles ne répondent qu'à peine à la croissance du nombre d'élèves. Il n'est prévu que 2 500 enseignants supplémentaires en équivalent temps plein pour la rentrée prochaine. Cela va se traduire par des classes de plus en plus surchargées, alors que déjà cette année 7 600 classes de primaire ont des effectifs

de plus de 30 élèves.

Le gouvernement envisage de diminuer les horaires hebdomadaires par matière, en langues et en histoire-géographie dans les collèges. Le but est d'obliger les enseignants à se charger de classes supplémentaires sans avoir à embaucher le personnel nécessaire. Le ministère de l'Éducation propose que les stagiaires soient désormais affectés directement à plein temps. Partout augmentent la précarité et les embauches à la dernière minute de personnel sans expérience, envoyé boucher les trous dans les quartiers les plus difficiles, payé parfois avec plus de trois mois de retard.

Le gouvernement fait la chasse aux économies dans tous les domaines. La dernière réforme de l'éducation prioritaire, qui



permet de limiter un peu les effectifs des classes, a vu sortir du dispositif plus de 100 collèges et près de 500 écoles primaires. Nombre de tâches qui faisaient auparavant partie de l'emploi du temps des enseignants ou étaient payées en heures supplémentaires, ne seront plus effectuées qu'en échange d'une indemnité réduite.

La question des salaires devient pour beaucoup préoccupante. Comme pour

tous les fonctionnaires, les salaires des enseignants sont bloqués depuis 2010. Avec l'augmentation des cotisations retraite, certains ont vu leur salaire net baisser ce mois-ci.

Tous ceux qui ont fait grève ou qui sont descendus dans la rue le 3 février auront au moins signifié combien ils en ont assez d'une politique qui n'est au fond que la continuation de celle de Sarkozy.

Gilles Boti

Les aides au logement mises en cause

Il faut sabrer dans les APL (aides personnalisées au logement). Telle est la principale conclusion d'un rapport remis au gouvernement, à sa demande, par l'Inspection des finances l'été dernier et qui vient seulement d'être divulgué.

Mais en réalité, le gouvernement n'avait pas attendu ces recommandations pour le faire. Ainsi il avait déjà décidé de geler pendant neuf mois la revalorisation de l'APL. Puis en octobre dernier, cette revalorisation avait été limitée à la progression de l'indice de référence des loyers pour le seul deuxième trimestre 2014 ! Il est désormais question, selon le rapport qui vient d'être rendu public, non seulement de reconduire un gel du barème des APL, mais d'en réduire le montant, voire de les supprimer pour nombre de ménages.

Les APL, créées en 1977 par un gouvernement de droite, ne sont pas un cadeau, mais une simple compensation, bien insuffisante, versée par l'État du fait de la flambée des loyers, des salaires trop bas et de la chute des revenus des familles dont un ou plusieurs membres sont au chômage. Fin 2012, 6,2 millions de foyers, soit un sur cinq, percevaient une aide au logement. Leur réduction va frapper en premier lieu les milieux populaires pour lesquels le loyer

représente une charge de plus en plus insupportable. Plus d'un million de ménages dépensent plus d'un tiers de leur revenu pour le logement. En 2013, d'après le rapport de la Fondation Abbé-Pierre, après déduction de l'APL, une personne isolée payée au smic dépensait pour son loyer en moyenne 36,5% de son revenu dans le privé et 26,9% en habitant un logement social.

Cela est d'autant plus vrai que la construction de logements sociaux est au plus bas. En 2014, seuls 120 000 ont été financés, soit 12% de moins qu'en 2013, et l'essentiel de ce financement est réalisé par des emprunts dont le remboursement renchérit les loyers.

Autant dire que la construction de logements accessibles financièrement au plus grand nombre n'est pas à l'ordre du jour et qu'avec la pénurie de logements, les loyers continuent de flamber. Et le gouvernement a manifestement des projets... pour rendre les logements encore plus inaccessibles financièrement.

Jean Sanday

Péages autoroutiers : c'est le dégel

Après les rapports de la Cour des comptes et de l'Autorité de la concurrence, la ministre de l'Écologie avait donné de la voix contre les sociétés d'autoroutes et leurs profits royaux, leur demandant de « faire un effort » et se déclarant favorable à un gel des tarifs des péages pour 2015.

À la date fatidique de l'augmentation annuelle, le 1^{er} février, à peine quelques jours après une « ferme » déclaration de Valls rappelant la décision de geler la hausse prévue de 0,57% des tarifs, le ton a changé. Une partie des sociétés d'autoroute est dispensée d'appliquer le gel, et ce sur des tronçons aux prix déjà élevés,

tels que les A28, A41 nord, A88, A19, A63, viaduc de Millau, tunnel du Fréjus, pont de Normandie etc. Mais, de plus, le gel prévu sur les autres tronçons ne sera que provisoire, pour quelques semaines ou quelques mois, le temps que le « groupe de travail » désigné pour étudier la renégociation des contrats avec les sociétés gestionnaires rende un rapport intermédiaire. Ouf, on avait craint que le gouvernement prenne le parti des usagers !

Les gestionnaires en question, géants du BTP comme Vinci, Eiffage, n'ont donc pas de souci à se faire : ils pourront continuer à verser des

dividendes somptueux (plus de 14 milliards d'euros en huit ans pour les plus gros), à gonfler leurs profits par les suppressions d'emplois (2 700 depuis 2006), par la raréfaction des travaux d'entretien, réalisés à moindre coût à l'aide de matériaux bas de gamme, à bénéficier de la déduction totale des intérêts d'emprunts de leurs impôts...

Ces grands groupes n'en sont pas moins mécontents que le gouvernement ait osé intervenir sur les prix. Ils viennent donc d'ouvrir une procédure en contentieux contre l'État pour ce gel non contractuel. Ah mais !

Viviane Lafont

La propriété, c'est le vol

Mardi 3 février, trois jeunes comparaissaient devant le tribunal de Montpellier pour « soustraction de denrées périssables à date de péremption dépassée ». En mai dernier, ces jeunes aux moyens financiers limités, militants « anti-gaspillage alimentaire », avaient fait les poubelles de l'Intermarché de Frontignan pour récupérer des denrées jetées par le supermarché.

Un procureur zélé

ayant qualifié les faits de « vol avec circonstances aggravantes », ils risquent jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende. La direction du supermarché a elle-aussi porté plainte, arguant qu'elle devait se couvrir en cas d'intoxication alimentaire, avant de promettre de livrer dorénavant ces denrées à la Croix-Rouge, histoire de redorer un peu son image.

Heureusement, les poursuites ont provoqué des réactions indignées. Dans un reportage télévisé, l'une des clientes de l'Intermarché s'exclamait : « De la prison pour avoir fait les poubelles, mais où est la honte ? » Et en effet, le scandale c'est cette logique du profit qui entraîne un tel gâchis d'aliments encore comestibles et réprime en plus ceux qui tenteraient de les récupérer.

N. C.

1945, la libération des camps de la mort : « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » (Bertolt Brecht)

La libération du camp d'extermination d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, il y a 70 ans, par l'armée soviétique a fait l'objet de nombreuses commémorations. Le camp d'Auschwitz, créé en 1940 comme camp de concentration, était devenu le plus grand camp d'extermination nazi. Plus d'un million d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards y périrent. 900 000 d'entre eux furent envoyés dès leur arrivée dans les chambres à gaz, les autres succombèrent à l'atrocité des traitements, aux conditions de survie inhumaines et au travail forcé.

Le génocide décidé par les nazis fit plus de six millions de victimes, qu'elles aient été massacrées par les SS ou assassinées dans les camps d'extermination. L'immense majorité était des Juifs. Entre 300 000 et 500 000 Tsiganes furent aussi victimes de cette politique génocidaire. La folie meurtrière nazie envoya 100 000 handicapés mentaux à la mort dont 30 000 dans les camps. De nombreux homosexuels connurent le même sort. Et des centaines de milliers de militants ouvriers, d'opposants au nazisme venus de toute l'Europe, ne revinrent pas de leur déportation dans des camps.

Commémorer ne suffit pas

Des représentants des États français, allemand, italien, américain entre autres ont participé à ces commémorations à Auschwitz. Et tous ont souligné le « devoir de mémoire », la nécessité de se souvenir pour que plus jamais de tels faits ne se reproduisent. C'est bien sûr indispensable, en particulier dans ce contexte de montée des idées racistes et de l'extrême droite dans toute l'Europe. Mais les discours officiels se limitent à une condamnation formelle de l'antisémitisme, faisant bien souvent reposer la responsabilité sur les



Survivants du camp d'Auschwitz.

populations, en particulier allemande. C'est éviter de poser la principale question : comment a-t-il été possible qu'Hitler et ses bandes de nervis parviennent au pouvoir dans l'un des pays les plus civilisés d'Europe, imposent cette dictature qui a abouti à cette extermination abominable ?

C'est que, pour y répondre, il faudrait faire la lumière sur les responsabilités du grand patronat et de la bourgeoisie allemands, mais aussi des puissances impérialistes dites « démocratiques », dans l'installation de la dictature nazie. Celle-ci n'est pas née que de la folie imbécile et meurtrière de Hitler et de ses sbires guidée par la haine des Juifs, des communistes et du mouvement ouvrier. Le nazisme au pouvoir est un sous-produit monstrueux du capitalisme.

En 1929, les populations européennes ne s'étaient pas encore remises du cauchemar des tranchées de la Première Guerre mondiale que l'économie capitaliste sombrait dans la crise. En quelques années la production industrielle américaine s'écroula, entraînant dans sa chute tous les pays capitalistes. En 1932, il y avait six millions de chômeurs en Allemagne et une grande partie de la population s'enfonçait dans la misère. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie allemande appuya la marche des nazis vers le pouvoir et s'engagea dans la marche à la guerre. Mais il lui fallait avant tout supprimer le risque que représentait pour elle le puissant mouvement ouvrier allemand.

La bourgeoisie allemande porte Hitler au pouvoir

À partir de 1932, des capitalistes, des banquiers, des industriels comprenant que Hitler pouvait les servir en écrasant la classe ouvrière et en préparant une nouvelle guerre impérialiste, financèrent les nazis à coup de millions. Le parti de Hitler était composé de centaines de milliers de militants. Bien souvent issus de la petite bourgeoisie, mus par la haine de leur propre déchéance sociale, leur haine des ouvriers et des communistes, leur soif de vengeance de cette société qui les laissait sans avenir, ils étaient prêts à imposer par le crime et la violence la dictature nazie. Des sommets de l'État aux plus grandes familles bourgeoises comme les Krupp, les Thyssen, les Siemens, on vit en Hitler l'homme providentiel. La décision de le nommer chancelier fut prise le 3 janvier 1933, dans la villa du banquier Kurt von Schröder lors d'une rencontre secrète entre Hitler et Von Papen, chancelier en titre.

Plus tard, lors du procès de Nuremberg, Alfred Krupp niant toute responsabilité dans l'extermination de six millions de personnes, se défendait ainsi : « Nous pensions qu'Adolf Hitler nous garantirait un développement sain, et il l'a fait. Nous, les Krupp, ne nous sommes jamais intéressés à la politique. Nous voulions seulement un système qui fonctionne bien et nous permette de travailler sans entraves. » Les capitalistes ont

« travaillé » sans entraves durant tout le nazisme, sans s'émouvoir de la barbarie sanglante qu'ils avaient portée au pouvoir. Certains y trouvèrent même leur compte en utilisant la main-d'œuvre servile des camps et en participant à l'élaboration de méthodes industrielles pour assassiner froidement des millions de victimes.

Tous les capitalistes allemands ne voyaient pas d'un bon œil les frustres nervis nazis, qui n'avaient pas les manières des hommes politiques habituels de la bourgeoisie. Mais pour sauver leurs intérêts et préparer la guerre, ils n'hésitèrent pas à lâcher la bride à une horde de barbares dont l'hystérie criminelle allait aboutir au génocide. Si ces mêmes bourgeois ne décidèrent pas directement ni des mesures antisémites visant les Juifs allemands dans un premier temps ni ensuite du génocide des Juifs d'Europe, ils portent la responsabilité politique du processus qui a abouti aux camps de la mort.

L'indifférence des puissances « démocratiques »

Au-delà de la bourgeoisie allemande, les autres dirigeants impérialistes ne virent pas avec déplaisir l'installation de la dictature nazie, du moins jusqu'en 1939. Leurs prétendues convictions démocratiques s'accommodaient de l'antisémitisme hystérique des nazis, des violences envers les Juifs, des premiers camps de concentration, des autodafés. Les dirigeants

français, anglais ou américains n'en ignoraient rien. Mais ils voyaient d'un bon œil cet Hitler qui avait brisé la classe ouvrière la plus forte d'Europe, tant que la concurrence entre puissances capitalistes et les appétits de la bourgeoisie allemande n'avaient pas encore conduit à la guerre. Le sort des Juifs et de tous les déportés vers les camps de la mort ne leur importa guère.

Ainsi, jusqu'à la fin de la guerre, le président américain Roosevelt refusa de faire bombarder les lignes de chemin de fer qui menaient vers les camps de la mort, dont des rescapés avaient pourtant envoyé les preuves et les plans. Et rien ne fut facilité pour ceux qui tentaient de fuir l'Europe où une mort certaine les attendait. Il faut ajouter que du côté de l'URSS stalinienne, la libération des camps fut aussi retardée, l'armée rouge ayant attendu pour avancer que les nationalistes polonais insurgés à Varsovie aient été écrasés par Hitler.

70 ans après, la barbarie innommable dont firent preuve les nazis paraît toujours aussi insensée et monstrueuse. Mais il serait dangereux d'oublier que c'est bien la crise du capitalisme qui l'a rendue possible. Et s'il est impossible de prévoir, aujourd'hui, quelles horreurs cette crise peut entraîner, il est certain que le système capitaliste représente toujours un danger mortel pour toute l'humanité.

Marion Ajar

Comment le succès de Syriza peut-il déboucher sur une avancée pour les travailleurs ?

La signification du vote de l'électorat populaire grec est sans ambiguïté. C'est un vote contre l'austérité, malgré la pression des principaux bailleurs de fonds de la Grèce représentés par la Troïka - FMI, BCE et Commission européenne - et malgré le chantage de tous ceux qui prédisaient une apocalypse financière en cas de victoire de Syriza.

Par contre, il est beaucoup plus difficile d'appréhender ce qu'il y a derrière ce vote, c'est-à-dire de savoir dans quelle mesure il est le reflet d'une combativité ouvrière. Il peut être l'expression d'un rejet purement électoral des partis ayant mis en œuvre l'austérité. Il peut tenir du réflexe et de l'illusion électoralistes : pour changer de politique, on essaye de changer l'équipe au pouvoir. Ce vote peut donc relever d'un simple geste électoral, sans que les électeurs qui l'ont fait aient réalisé à quoi il les engage. Mais, même s'il s'agissait d'un geste strictement électoral, il s'est porté sur Syriza et non sur Aube dorée, le parti néo-nazi, ce qui témoigne d'un vote autrement plus conscient.

Mais ce vote de l'électorat populaire peut être aussi le reflet de la volonté de ne pas se laisser faire. Les travailleurs grecs ont d'ailleurs montré ces dernières années une combativité importante, en protestant contre les licenciements, en se mobilisant à des dizaines de milliers lors de journées de grève générale.

De loin, il est difficile de mesurer l'état d'esprit et la combativité des classes populaires en Grèce. Mais c'est bien cette question de la combativité des travailleurs qui est décisive pour l'avenir.

Le bras de fer entre Tsipras et les dirigeants européens

Tous les regards se focalisent sur le bras de fer que le gouvernement Tsipras a engagé avec les institutions internationales de la bourgeoisie. L'enjeu est pour lui de desserrer l'étau financier qui le prive de toute marge de manœuvre. L'enjeu pour la bourgeoisie internationale, représentée par les diverses institutions que sont le FMI, la Commission européenne et les États européens, c'est que ne soient contestés ni la dette ni surtout le droit de la



Manifestation à Athènes: « Non à la mise en disponibilité et aux licenciements ».

finance à prélever sous forme d'intérêts sa prébende sur l'État grec, en réalité sur les classes exploitées. Le paiement de la dette a toujours été une loi d'airain pour la bourgeoisie. Et, dans cette période de crise et de financiarisation de l'économie, la bourgeoisie compte plus que jamais sur cette manne représentée par l'endettement des États.

Mais les deux camps ont une chose en commun, ils redoutent autant l'un que l'autre l'affrontement brutal.

Par crainte des réactions populaires qu'il pourrait entraîner, mais dans l'immédiat surtout par crainte des mouvements spéculatifs. Car une nouvelle crise de la dette grecque pourrait provoquer une crise financière européenne et ébranler l'euro.

Les protagonistes de cette épreuve de force préféreraient sans doute trouver un terrain d'entente. Les milieux financiers sont peut-être prêts à renégocier la dette grecque, à condition que soient préservés leurs

intérêts sonnants et rébuschants. Ce n'est pas impossible. Tout créancier sait qu'un débiteur vivant rapporte plus qu'un débiteur mort. Encore ne faudrait-il pas sembler céder sous la pression populaire, et encore faudrait-il que tous arrivent à se mettre d'accord. Rien que les différences de ton employé entre Paris et Berlin montrent que ce n'est pas si simple.

Tsipras d'un côté, les hommes politiques à la tête des institutions de la

bourgeoisie européenne, de l'autre, ont sans doute intérêt à chercher le compromis, mais rien ne dit qu'ils le trouveront.

Il est vain et inutile de pointer les compromissions auxquelles les ministres de Syriza sont prêts pour prédire ce qu'ils feront ou ce qu'ils ne feront pas. Ce ne sont pas des révolutionnaires et ils ne le cachent pas. Tsipras et tous ses ministres le disent, ils pensent comme tout dirigeant « responsable » de la bourgeoisie.

Le tonitruant ministre des Finances grec, Varoufakis, a rassuré : « *Le gouvernement grec n'agira pas de façon unilatérale.* » Pour ne pas affoler les marchés financiers, les dirigeants grecs jurent, comme les autres, qu'ils ont le souci de l'équilibre budgétaire. Et, à infiniment plus forte raison, ils ont le respect de la propriété privée. Aucun d'eux ne veut défier les lois du capitalisme.

Prier ou non sur la détermination de Tsipras, sur le fait qu'il peut trahir et ne pas aller jusqu'au bout de ses propres engagements, est une perte de temps. On ne peut savoir à l'avance s'il est de l'étoffe d'un Hollande ou de celle d'un Chavez. Et comment l'enchaînement des événements l'amènera-t-il à réagir ? L'avenir le dira. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'épreuve de force est entre les travailleurs et la bourgeoisie

Tsipras ne s'est pas seulement engagé à renégocier la dette. Il a annoncé des mesures concrètes pour les travailleurs : l'augmentation du salaire minimum et des petites pensions, la réembauche de milliers de fonctionnaires, entre autres. Si les travailleurs veulent que ces mesures qui les concernent directement soient mises en œuvre, c'est

d'eux que cela dépend.

C'est pourquoi il ne faut pas se focaliser sur le poker menteur qui se déroule dans les bureaux des représentants de la bourgeoisie et faire dépendre le sort des travailleurs grecs de la détermination ou de la force de conviction d'un gouverneur. Ils ont intérêt à s'immiscer dans le bras de fer pour peser eux-mêmes, en gardant leurs propres revendications en ligne de mire.

Même si le gouvernement grec parvient à renégocier la dette, où est par exemple la garantie que l'augmentation du salaire minimum s'appliquera ?

L'annonce de cette augmentation peut d'abord se perdre dans les méandres parlementaires. Et elle peut surtout se perdre face à la résistance de la bourgeoisie grecque. Il ne suffira pas d'un décret gouvernemental pour que le grand patron grec, habitué à régner en maître et à verser des salaires au noir, respecte ce salaire minimum. Pour la bourgeoisie avide d'un pays pauvre, comme pour ses donateurs d'ordres que sont les capitalistes des pays riches, la question des bas salaires est une question cruciale. Le simple fait d'annoncer cette augmentation ne peut que soulever leur hostilité.

Le gouvernement grec a promis de remplir les caisses de l'État en faisant payer des

impôts aux oligarques grecs et à l'Église orthodoxe. C'est un fait que rien de sérieux ne peut se faire en Grèce sans toucher aux immenses fortunes que ces gens-là ont accumulées et que l'Église, premier propriétaire foncier du pays, a accumulées. Et gageons que les popes seront plus sensibles aux velléités de leur faire payer des impôts qu'au refus de Tsipras de prêter serment sur la bible !

Les milieux aisés de Grèce n'ont pas dit leur dernier mot. Il faut noter que Nouvelle démocratie, le parti de droite dans lequel se reconnaît la bourgeoisie, grande, moyenne, si ce n'est la plus petite, a maintenu ses résultats. Et c'est sans compter qu'ils disposent de bien des relais dans l'appareil d'État. Pour mettre des bâtons dans les roues du nouveau gouvernement, ils ne manqueront pas de moyens.

Est-ce pour tenter d'amadouer ces milieux que Tsipras a noué une alliance avec un parti de droite souverainiste ? Ce parti, Les Grecs indépendants, a en effet déjà participé au pouvoir. Son chef de file, ancien ministre dans le gouvernement Caramanlis, s'est chargé en personne de la privatisation d'un terminal du port du Pirée en 2008. Ses liens avec les milieux affairistes sont notoires. Aujourd'hui il est ministre de la Défense.

Son programme souverainiste et ses saillies racistes dénonçant « *les bouddhistes, les juifs, les immigrés qui ne payent pas d'impôt* », quand l'Église orthodoxe « *risquait de perdre ses monastères* », parlent au milieu le plus réactionnaire, et en particulier à l'armée.

Mais penser que l'on peut amadouer des ennemis de ce genre en en plaçant certains au ministère de la Défense est un leurre. Cela fut le raisonnement d'Allende au Chili en 1970. En plaçant Pinochet à la tête de l'armée, il pensait mettre celle-ci de son côté. Trois ans plus tard, le même Pinochet faisait un coup d'État plongeant le Chili dans une dictature militaire.

La seule garantie pour les travailleurs que les avancées qui leur ont été promises soient mises en œuvre, réside dans leur capacité de se mobiliser et de s'organiser.

La nécessaire mobilisation des travailleurs

Le danger de la situation serait que la classe ouvrière reste passive face au bras de fer entre Tsipras et les dirigeants européens. Sans intervention des masses, sans pression populaire qui puisse faire plier la bourgeoisie internationale comme les oligarques grecs, ce sont les mesures

favorables à la classe ouvrière qui risquent d'être sacrifiées.

La classe ouvrière grecque recèle des trésors de combativité. La population qui se battait hier contre la privatisation de l'eau à Thessalonique, les femmes de ménage du ministère de l'Économie qui se battaient contre leur licenciement, les dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont répondu « présent » à chacune des journées de grève générale, les militants ouvriers qui se sont battus pied à pied contre les licenciements, seraient autant de points d'appui pour imposer les mesures promises.

Au-delà du bras de fer entre Tsipras et l'Union européenne, la bourgeoisie grecque et internationale se prépare à l'épreuve de force. Pour arracher les avancées qui leur tiennent à cœur, les travailleurs devront se battre. Le résultat dépendra de leur degré de conscience et de leur degré d'organisation.

Selon Tsipras, le gouvernement « *est prêt à verser son sang* » pour « *rétablir la dignité des Grecs* ». Mais le peuple grec n'a pas besoin que des ministres se sacrifient pour lui, il a besoin d'une politique qui lui permette d'imposer ses revendications.

Lila Vermer

Les premières annonces du gouvernement Tsipras

Le 28 janvier, le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras a annoncé différentes mesures : la restauration du salaire minimum à 751 euros, celle du 13^e mois pour les retraités touchant moins de 700 euros par mois, l'annulation de 10 000 licenciements dans la fonction publique et l'arrêt des processus de privatisation du port du Pirée, des aéroports régionaux et de la compagnie d'électricité DEI.

Ces annonces « *ont conduit les marchés à une crise de nerfs* », a commenté le journal *Ta Nea*. Ce n'était pourtant que la répétition des promesses de campagne de Syriza, bien connues et attendues par la grande majorité de la population.

Le smic à 751 euros brut, c'est celui de 2011, qui avait déjà baissé depuis 2006 où il frôlait les 870 euros. De plans d'austérité en plans d'austérité imposés par les gouvernements aux ordres de la Troïka, c'est-à-dire l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, il

a chuté à 580 euros brut, soit moins de 500 euros net. Et les jeunes de moins de 25 ans ont vu apparaître un smic au rabais de 510 euros brut.

40% de perte du pouvoir d'achat

Les retraités touchent de l'État, selon le précédent ministère du Travail, 700 euros par mois, mais ce n'est qu'une moyenne. Ils affirment avoir perdu 40% de leur pouvoir d'achat. Vu leur nombre – ils sont 2,5 millions, soit le quart de la population – et l'ampleur du chômage, leur retraite est souvent le seul

revenu de la famille. En avril 2014, l'annonce d'une réduction supplémentaire de leurs revenus au 1^{er} janvier 2015 les a fait descendre dans la rue.

L'appauvrissement général de la population a été renforcé par l'explosion du chômage, qui a atteint 27% de la population et plus de 50% chez les jeunes. La crise et la déréglementation du droit du travail ont laissé les mains totalement libres aux patrons privés. Quant à l'État, obéissant aux injonctions de ses créanciers, il a planifié d'abord des suppressions de postes au fur et à mesure des départs en retraite et des licenciements massifs de travailleurs en situation précaire. En 2012, en plus du non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant en retraite, 15 000 travailleurs ont été mis « en réserve », c'est-à-dire en disponibilité avec un salaire réduit, au maximum

pendant un an, avant de les évaluer pour leur donner éventuellement une place à l'autre bout du pays ou leur désigner la porte.

Quant aux privatisations, elles étaient toutes prévues après un dégraisage des effectifs et avec un prix cassé rendant les sociétés privatisables attractives pour les grosses sociétés spéculant sur la misère du pays. Les trusts étrangers, quasiment toujours associés à de grosses fortunes grecques, ont cherché les morceaux de choix, comme la cession de 33% de parts de l'État dans l'agence des paris sportifs, l'OPAP, une des entreprises les plus rentables du pays, vendue pour 700 millions d'euros, alors qu'en 2012 ses bénéfices se montaient encore à plus de 500 millions. Le gouvernement a aussi accepté la proposition de 900 millions d'euros pour l'ancien aéroport d'Athènes, six

cents hectares de terrains en bord de mer, une offre faite par le groupe Lambda Development appartenant à l'armateur Latsis, qui est bien décidé à y construire un centre d'affaires et des résidences de luxe.

Sur tous ces problèmes, les travailleurs grecs, la population ont largement prouvé qu'ils étaient capables de se battre. La fréquence et l'ampleur des manifestations l'ont montré, même si les réactions ont diminué sous l'effet de la lassitude et de la difficulté à survivre. Des conflits limités ont encore lieu contre de nouvelles mesures, y compris contre le travail du dimanche. Les employés du nettoyage de la ministère de l'Économie ont fait des grèves et des sit-in depuis octobre 2013.

Les privatisations contestées

Contre la vente de

l'aéroport d'Athènes, les associations, les clubs sportifs, le dispensaire de soins gratuits, qui s'étaient installés dans des locaux désaffectés datant des Jeux olympiques de 2004, ont refusé de quitter les lieux.

En juin 2014, la décision du gouvernement de changer la loi sur le littoral, pour permettre la concession de plages et les constructions en bord de mer, a déclenché un tollé, en particulier à Elafonissos, au sud du Péloponnèse, où une pétition en ligne a recueilli rapidement 160 000 signatures dans tout le pays. Le gouvernement a reculé.

Il a reculé aussi sur la privatisation des compagnies des eaux d'Athènes et de Thessalonique. Dans cette ville du nord de la Grèce, les travailleurs de la compagnie, les militants syndicaux, les associations d'usagers, les élus locaux se sont mobilisés en

organisant des manifestations. Lors d'un référendum sauvage organisé dans la ville, 218 000 personnes ont voté à 98% contre le projet. Finalement, le Conseil d'État a mis son veto à la privatisation des eaux d'Athènes et, en juillet 2014, le gouvernement a annoncé que la privatisation était abandonnée dans les deux villes.

Les premières mesures annoncées par le gouvernement répondent donc à des problèmes fortement ressentis par la population. Qu'en sera-t-il de leur application ? En tout cas, depuis des années, des travailleurs ont eu le courage de s'opposer au patronat et à l'État, et cette ténacité sera leur meilleur atout pour imposer au nouveau gouvernement qu'il aille jusqu'au bout de ses promesses.

Sylvie Maréchal

Espagne : Podemos après Syriza?

Samedi 31 janvier, 100 000 manifestants selon la police, 300 000 selon les organisateurs, ont participé à Madrid à la « marche du changement » appelée par Podemos, dont la figure de proue est Pablo Iglesias.

Depuis plusieurs mois, Podemos progresse dans les sondages, dépassant même les deux grands partis politiques qui se sont succédé au pouvoir en Espagne depuis la fin du franquisme. Pablo Iglesias affirme que son parti est en situation de remporter la majorité et de succéder au pouvoir au leader de la droite, Mariano Rajoy, qui symbolise l'austérité, la soumission aux institutions européennes et la corruption.

Pour les dirigeants de Podemos, le succès électoral de Syriza en Grèce annonce leur futur succès en Espagne. L'ampleur de la manifestation du 31 janvier montre que cet espoir est partagé par une partie de la population. Il est prévisible qu'au fil des élections à venir, d'abord celles du gouvernement de l'Autonomie en Andalousie en mars prochain, puis lors des élections municipales de mai, Podemos se renforcera électoralement. Il n'est pas exclu que les élections législatives générales de novembre 2015 donnent à Podemos et à ses alliés une majorité de députés, et à Pablo Iglesias la charge de chef du gouvernement. Par ailleurs, si Podemos apparaît comme porteur d'un changement, c'est aussi parce qu'il ose défier non seulement Rajoy et la droite, mais aussi les dirigeants du PSOE qui ont trahi, quand ils gouvernaient, les espoirs des classes populaires.

Pablo Iglesias ne

considère pas que se réclamer de la classe ouvrière et miser sur le rôle des travailleurs dans la société peut ouvrir les portes d'un changement, car il estime que ce sont des idées

Grèves, « marées », « marches de la dignité »

Depuis les années 2010-2011 où la crise a touché des couches de plus en plus larges de la population, il y a eu en Espagne de multiples réactions venant de la jeunesse et de la classe ouvrière des villes et des campagnes.

Il y a eu le mouvement des Indignés, qui se prétendait apolitique mais qui a donné un élan à la contestation sociale au travers de comités de discussion et d'action collective. Puis il y a eu les « marées », comme on a appelé en Espagne ces mouvements qui, dans l'Éducation, la Santé et d'autres secteurs publics touchés par les coupes budgétaires, se traduisaient par des actions et des manifestations, en particulier contre la dégradation des services publics.

Il y a eu aussi une grève générale très largement suivie en mars 2012, suivie d'une autre en novembre de la même année. Par la suite, des grèves ont eu lieu en ordre dispersé contre

dépassées. Il faut chercher d'autres voies, dit-il, et d'abord parvenir au pouvoir. Pour cela il se dit prêt à s'allier électoralement avec IU (Izquierda Unida), la coalition regroupant diverses tendances issues du Parti communiste et des écologistes, ou bien avec le PSOE, ou d'autres courants encore, pour gagner. Ensuite, quand la population

se sera débarrassée de la « caste » des « parasites », elle pourra choisir, sans les œillères du passé et loin des vieux schémas de la lutte des classes, expliquer les dirigeants de Podemos.

En se plaçant sur ce terrain, ils montrent les limites du changement dont ils parlent. Si, jusqu'à présent, le dynamisme et l'optimisme des leaders de

Podemos contribuent à redonner le moral à ceux qui veulent que cela change, cela ne suffit pas. Il faut que la classe ouvrière fasse valoir ses objectifs et ses exigences. C'est son intervention qui pourra changer le rapport de force entre ceux qui détiennent le pouvoir économique et ceux qui subissent l'exploitation.

Henriette Mauthey



Manifestation des Indignés en 2011

les attaques du patronat, tandis que les mouvements perduraient dans les services publics.

La politique du gouvernement a multiplié les mesures favorisant les licenciements et les contrats précaires. De plus en plus de chômeurs isolés et de familles pauvres sombrent dans la misère. Cette situation de plus en plus dure pour le monde ouvrier explique le succès qu'a connu la « marche de la dignité » qui, partie de toutes les régions, a convergé vers

Madrid le 22 mars 2014. Différents groupes politiques, syndicats, associations, comités s'étaient concertés. Les participants se retrouvaient et allaient de ville en ville, à pied pour certains, en bus pour d'autres. Se relayant, ils convergèrent vers Madrid où ils furent renforcés par des dizaines de milliers de participants venus en train rejoindre la manifestation, qui a réuni au total plusieurs centaines de milliers de personnes.

C'est dire combien nombreux sont ceux qui, de

différentes façons, militent pour défendre le monde du travail, c'est-à-dire les travailleurs, les chômeurs, les jeunes des classes populaires.

Depuis plusieurs mois, une autre « marche de la dignité », qui mettrait au premier plan les revendications sociales des classes populaires, est programmée pour le 22 mars 2015. Il faut espérer qu'elle sera un succès, à l'égal de la première, montrant la force de la classe ouvrière.

H. M.

Italie : la main lourde de la justice

Mardi 27 janvier, le tribunal de Turin a prononcé des peines représentant au total plus de 145 ans de prison contre 47 des 53 accusés d'avoir « assailli les forces de l'ordre » lors d'une manifestation, le 3 juillet 2011, contre le chantier de construction du tunnel de la ligne à grande vitesse qui doit relier Lyon à Turin, la TAV (Treno ad Alta Velocità).

L'écrivain Erri de Luca est lui aussi poursuivi pour « incitation au sabotage ». Il avait déclaré dans des interviews sa solidarité avec les militants No-Tav et déclaré entre autres : « Il est juste de saboter un mauvais projet comme la Tav, puisque les négociations avec le gouvernement et les médiations ont échoué. »

Des incidents violents avaient éclaté ce jour-là entre la police et une partie des manifestants qui tentaient d'envahir le chantier. Cela fait des années que l'opposition à ce projet agite la vallée de Susse. Manifestations, occupations de l'autoroute, occupations du chantier se sont succédé et ont entraîné une véritable

mobilisation populaire, rassemblant les habitants des villages de la vallée, des jeunes, des travailleurs venus de Turin, aux côtés de militants syndicaux et politiques et de groupes d'extrême gauche.

Si toutes sortes d'arguments, y compris souvent discutables, se sont exprimés, la grande majorité des opposants se retrouvent pour dénoncer le coût exorbitant – plus de 26 milliards d'euros – d'un projet dont l'utilité est contestée, la ligne ferroviaire actuelle étant sous-utilisée. Et lorsqu'on sait que les chantiers – petits

ou grands – de construction en Italie sont l'un des moyens de prédilection pour mafias et politiciens de s'enrichir, on comprend que la population regarde avec méfiance cette énorme dépense.

Cette ligne à grande vitesse ne lui servira pas, alors que les dessertes ferroviaires locales, utilisées tous les jours par les banlieusards de Turin, sont dans un triste état. Le percement du plus grand tunnel d'Europe, dans une vallée étroite déjà traversée par un gigantesque viaduc autoroutier, plusieurs routes et une voie de chemin de

fer, est une raison de plus de refuser la Tav dans la vallée. D'autant que plusieurs associations mettent l'accent sur la présence de matières nocives pour la santé et l'environnement, dont l'amiante, dans le sous-sol à cet endroit.

En prononçant des peines aussi sévères et en accusant les manifestants « d'actes terroristes », la justice italienne veut faire un exemple et montrer sa fermeté face à tous ceux qui tentent de contester les décisions du pouvoir, sur quelque terrain que ce soit.

Nadia Cantale

RER A: le coup de colère des conducteurs

Jeudi 29 janvier, à Paris, le trafic du RER A a été complètement interrompu toute la journée, à l'exception de quelques trains manœuvrés par des cadres. La veille au soir, vers 22 heures, un conducteur avait reçu un « coup de boule » en allant réarmer un frein de secours actionné à cause d'une main coincée lors de la fermeture des portes.

Le lendemain matin, à la prise de service à 4 h 30, les conducteurs à la gare de La Varenne ont décidé d'arrêter le travail, entraînant ceux du reste de la ligne. Ils voulaient non seulement manifester leur indignation et leur solidarité vis-à-vis du collègue agressé, mais aussi protester contre la politique de la direction qui exerce une pression constante sur eux.

En effet en particulier la ligne A et la ligne B arrivent à saturation et les retards en ligne s'accumulent. Or le contrat qui lie la RATP au

STIF comporte un système de bonus-malus qui peut entraîner des pénalités financières. Chaque directeur, étant lui-même lié par un contrat d'objectif avec à la clef de grosses primes, exerce une pression constante sur les conducteurs pour qu'ils n'aient pas de retard. Ainsi, le directeur de la ligne A a sorti une note à l'intention de l'encadrement, lui demandant d'exiger un rapport pour chaque « écart constaté » et d'y donner suite. Ce même directeur a mis des chronomètres à la station

Nanterre-Préfecture, là où les conducteurs de la RATP et de la SNCF se relaient, pour les surveiller.

Face à cette grève et à la satisfaction qu'elle a suscitée parmi la majorité des conducteurs du métro, un véritable branle-bas de combat s'est déclenché à tous les étages de la direction et même jusqu'au ministère. Dare-dare, une note a été publiée, dans laquelle la direction s'engage à prendre en compte les problèmes. En attendant, elle suspend toutes les procédures disciplinaires engagées contre les conducteurs, sauf celles liées à la sécurité ferroviaire.

Ce coup de semonce a montré que les conducteurs sont bien aux manettes, et la direction ferait bien de s'en souvenir.

Correspondant LO

Cheminots et travailleurs de l'énergie : une manifestation réussie



Le 29 janvier, plusieurs milliers de salariés du secteur de l'énergie (Areva, EDF, GDF Suez) ont rejoint une manifestation des cheminots à Paris. Il y avait 30 000 manifestants selon la CGT et 14 000 selon la police, dont deux tiers pour l'énergie. Dans ce secteur, la manifestation avait été appelée par la CGT, syndicat majoritaire, à laquelle s'était ralliée FO.

Deux jours auparavant, la CGT avait réussi à couper le courant, durant une heure, au moment d'une conférence de presse de Manuel Valls dans le

Doubs, à propos de l'élection législative partielle, ce qui a fait rire tout le monde et entraîné l'approbation joyeuse des électriciens.

Côté énergie, l'objectif de la manifestation était de protester contre le projet de loi sur la transition énergétique, qui prévoit de diminuer la part du nucléaire, ce que refuse absolument la CGT, et de privatiser les barrages hydroélectriques, ce qui était déjà en cours avant cette loi. Mais en fait la plupart des manifestants étaient venus surtout pour protester contre l'aggravation,

depuis des années, des conditions de travail plutôt que contre le projet de loi.

Dans cette affaire, en défendant le nucléaire, la CGT se fait le porte-parole syndical de la direction d'EDF. Quoi qu'on pense du nucléaire, le rôle d'une organisation syndicale n'est pas de donner des conseils de gestion au patronat et au gouvernement, mais de défendre les intérêts des travailleurs et de les organiser pour cela. Et c'est bien pour se défendre que les salariés ont manifesté.

Correspondant LO

Transport routier: les patrons responsables du dumping social

Depuis le 18 janvier, la mobilisation engagée par les chauffeurs routiers pour réclamer une augmentation des salaires de 5% et un treizième mois se poursuit. Les négociations, rompues par les représentants patronaux, devaient reprendre le 3 février.

Pour justifier leur opposition aux augmentations revendiquées, les employeurs mettent en avant la « concurrence déloyale et le dumping social » des bas salaires des conducteurs de pays comme la Pologne ou la Roumanie.

Mais la réalité est que plusieurs grandes entreprises françaises du transport routier organisent elles-mêmes cette concurrence et en profitent. Par exemple, le groupe Norbert Dentressangle a créé deux filiales, en Pologne et en Roumanie, et 43,5% des transports qu'il effectue à partir de la France sont sous-traités à des filiales étrangères ou à des entreprises extérieures. Des

chauffeurs des filiales polonaise ou roumaine, dont l'heure de travail est payée environ un tiers de celle d'un chauffeur français, sont amenés en bus jusqu'en France pour conduire des camions immatriculés en Pologne ou en Roumanie. Geodis et FM Logistic, deux autres grandes sociétés du secteur, utilisent les mêmes pratiques. Ces entreprises profitent directement des bas salaires des travailleurs d'Europe de l'Est, en les faisant travailler pour leur compte.

Polonais, roumains ou français, les chauffeurs routiers ont les mêmes adversaires, ces grandes entreprises qui exploitent les travailleurs de toute l'Europe et cherchent à imposer à tous des salaires et des conditions de travail dégradés. Ils ont bien raison de se battre et d'exiger de véritables augmentations de salaire.

Hélène Comte

Système U Ouest: un bon d'achat en guise d'augmentation!

Lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) qui se sont tenues récemment, les travailleurs des centres de dépôt de Système U Ouest (Trélazé en Maine-et-Loire, Plaintel dans les Côtes-d'Armor et Nantes) se sont vu proposer 15 euros mensuels de bon d'achat en guise d'augmentation de salaire.

Pour pouvoir utiliser ce bon d'achat, ils devront au préalable effectuer un premier achat de 30 euros dans le magasin de leur choix (super ou hyper U). Ils auront ensuite quatre semaines pour utiliser leur bon d'achat dans le même magasin.

Tous ceux qui ont l'habitude d'aller dans les magasins d'une autre enseigne, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de magasin U à proximité de chez eux, vont donc devoir aller faire leurs courses chez U, s'ils veulent utiliser ce bon d'achat. C'est, au passage, tout bénéfice pour les patrons de ces

magasins. Comme le disent les travailleurs du dépôt de Trélazé, on se croirait revenu au temps des domestiques payés en nature.

Jeudi 29 janvier, à l'appel de la CGT, la grande majorité des travailleurs des dépôts de Trélazé, de Nantes Atlantique et de Plaintel, soit près de 250 sur les trois sites concernés, ont débrayé deux heures par équipe pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une insulte et une provocation de la part de la direction.

Un groupe de routiers grévistes a par ailleurs rejoint les grévistes de Système U de Trélazé et ont installé un blocage filtrant sur la zone.

Les travailleurs de Système U, comme partout dans le pays, voient leurs salaires quasiment bloqués depuis des années. Mais ils n'ont pas pour autant l'intention de laisser la direction leur faire l'aumône sans réagir.

Correspondant LO



Des facteurs d'Échirolles en grève, en janvier 2015.

Échirolles - Isère : les facteurs toujours mobilisés

Jeudi 29 janvier, les factrices et les facteurs du centre de courrier d'Échirolles, en banlieue de Grenoble, ont organisé une conférence de presse pour faire part de leur colère face aux sanctions prises par la direction de La Poste contre des grévistes.

En effet, les facteurs de ce centre de courrier, menacés par une réorganisation avec délocalisation, ont fait ces dernières semaines trois jours de grève et leur mouvement était loin de s'éteindre. Pour leur faire courber la tête, la direction de La Poste a frappé fort sur la moitié de l'effectif : douze sanctions dont trois procédures de licenciement.

À cette conférence de presse, les facteurs ont fait part de leur décision de faire « une pause » dans leur conflit, suite à la rencontre de la veille avec la direction où celle-ci est revenue, en partie, sur ses sanctions, notamment en transformant en blâmes les

licenciements, à la condition que le mot d'ordre de grève du lendemain matin soit levé. Cependant, la colère n'est pas retombée, loin de là, et la direction a même encore mis de l'huile sur le feu en affichant son mépris et son arrogance face aux grévistes. En réponse à leur dénonciation de la répression de cette quasi-interdiction de faire grève, la direction a répondu : « *La démocratie s'arrête à la porte de La Poste, à l'intérieur c'est la dictature !* »

Les raisons profondes du conflit sont toujours là, avec la délocalisation et la réorganisation de ce centre de courrier au cœur de la commune d'Échirolles. Pour une profitable opération immobilière que La

Poste voudrait réaliser, il ne subsisterait des locaux actuels qu'un guichet au pied d'un immeuble. Les facteurs travaillant dans le centre de distribution seraient mutés dans deux autres centres plus éloignés et situés dans d'autres communes. Cela entraînerait la dégradation des conditions de travail des facteurs et du service public pour les usagers.

Ce projet, combattu par les grévistes, eux-mêmes soutenus par leurs syndicats et par la mairie d'Échirolles, devrait se mettre en place à partir du mois d'avril. Mais pour le moment, les facteurs ne se laissent pas faire, ils ont parlé clairement et avec détermination de leur intention de poursuivre leur action, pas désarmés par un directeur agressif qui a fait avec ses doigts, le geste de palper des billets quand les facteurs lui ont demandé : « *Pourquoi tout ce gâchis ?* »

Correspondant LO

Blanchisserie des Lilas : manifestation contre les licenciements

Samedi 31 janvier, les travailleurs de la blanchisserie RLD des Lilas ont manifesté dans la ville pour protester contre la fermeture de leur usine et leurs mutations forcées vers d'autres sites, qui équivalent à des licenciements déguisés. Quelque deux cents personnes étaient venues pour les soutenir. Le cortège s'est fait voir et entendre et a rencontré la sympathie d'une grande partie des passants.

Les travailleurs ont de nouveau montré qu'ils ne voulaient pas se laisser faire et que leur cohésion et leur force étaient intactes, alors même qu'ils venaient de recevoir leurs fiches de paye sur lesquelles le patron avait retiré d'un coup les six jours et demi de grève de décembre dernier. Mais en même temps, la solidarité avait porté ses fruits et les travailleurs de RLD pouvaient se partager l'argent collecté auprès de la population, gagné par la vente de badges ou envoyé

par les partis politiques et syndicats. Cela a permis de récupérer presque 140 euros en moyenne par gréviste.

La semaine précédente, des délégués sont allés distribuer un tract aux portes d'une autre usine RLD située aux Mureaux dans les Yvelines. Dans ce site de 160 ouvriers, le plus important du groupe, ils ont été accueillis chaleureusement par les travailleurs rencontrés, bien conscients que les licenciements aux Lilas les concernent directement.

En effet, la direction de ce groupe a fait savoir qu'elle voulait réduire de plus de 10 % les effectifs totaux. Autant dire que les suppressions d'emplois aux Lilas ne sont pas les seules prévues par le patron.

Ce genre d'action gêne profondément celui-ci qui était pressé de licencier et de se débarrasser de 71 travailleurs. Se croyant tout permis, il n'a pas respecté les procédures légales pour faire appliquer son PSE. Résultat, il doit relancer la procédure et les travailleurs ont gagné quelques semaines avant son application.

Bien sûr, il faudra un vrai rapport de forces pour contraindre le patron à abandonner son plan. Mais les travailleurs des Lilas ont refusé de se laisser jeter dehors sans réagir et ils continuent à se mobiliser.

Correspondant LO

SNCF Brétigny : la direction nie l'évidence

La SNCF remet en cause les résultats, accablants pour elle, de l'expertise réalisée après l'accident ferroviaire de Brétigny qui avait fait sept morts en juillet 2013. Faisant mine de s'interroger sur le sérieux de cette expertise, elle insinue que les boulons mis sous scellés lors de l'enquête ne seraient peut-être pas les bons.

Ces boulons étaient censés fixer l'éclisse, une sorte d'agrafe entre deux rails, dont le retournement est à l'origine de l'accident.

Les experts ont estimé que sur les quatre boulons en cause, trois étaient défectueux. Mais au-delà, ils ont mis en évidence l'état de vétusté de toute l'installation et la dégradation continue de l'entretien des voies depuis vingt ans.

C'est cette dégradation qui, au bout du compte, est responsable de l'accident de Brétigny. La SNCF, qui a diminué au fil des années les effectifs et les moyens consacrés à l'entretien, en est totalement responsable.

Valérie Fontaine

Passages à niveau : des accidents évitables

Jeudi 22 janvier, deux collisions ont eu lieu entre un véhicule et un train sur des passages à niveau. Le matin, un camion bloqué sur la voie ferrée a été coupé en deux par un train de fret. L'après-midi, sur un autre site, c'est une voiture qui a été percutée par un train Intercités, la conductrice du véhicule a été tuée sur le coup.

Ces accidents ne sont pas exceptionnels, et les passages à niveau restent la deuxième cause de mortalité sur le réseau ferroviaire. Depuis 1997 la SNCF et Réseau ferré de France (RFF) ont bien engagé des travaux pour améliorer la situation, mais ceux-ci se caractérisent avant tout

par leur extrême lenteur ! En seize ans, le nombre de sites jugés dangereux est passé de 450 à 170, et il reste toujours 3 700 passages à niveau non équipés de barrières de protection.

Aujourd'hui, la SNCF et RFF en sont encore à équiper des passages à niveau de radars destinés à flasher et verbaliser les conducteurs imprudents, à faire ralentir les trains dans les zones dangereuses ou à expérimenter un système de détection des véhicules bloqués sur les voies. Mais des moyens beaucoup plus importants seraient nécessaires pour éviter les accidents et leurs conséquences parfois très graves.

Valérie Fontaine

Finances publiques - Paris : le mécontentement s'exprime

Jeudi 29 janvier, plusieurs centaines d'agents des Finances publiques de Paris sont venus rencontrer la direction lors d'une réunion prévue au sujet des emplois. De nombreuses interventions spontanées ou préparées avec les militants syndicaux se sont déroulées. Chacun a dénoncé la baisse des effectifs dans son service ou sur son site ; en particulier certains ont invité les responsables des Finances publiques à venir dans leur bureau pour assurer toutes les tâches à faire.

En effet, en 2015, encore près de 2 000 suppressions d'emplois sont programmées, dont 146 à Paris. En

cinq ans, cela fait près de 15 % d'effectifs en moins, soit environ 900 emplois à Paris. En conséquence, le travail et surtout les conditions de travail se dégradent, ainsi que le service public rendu aux usagers.

La direction a répondu assumer la baisse des effectifs et l'augmentation de la productivité qui en est la conséquence. Sauf que l'augmentation de la productivité, ce sont les employés qui la vivent, pas les hauts fonctionnaires A+. Ce coup de colère témoigne de l'exaspération ressentie dans les services des Finances publiques.

Correspondant LO

Michelin – Saint-Doulchard : débrayages pour les salaires et les embauches

Mardi 27 janvier, à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FO-CFDT, les ouvriers de l'usine Michelin de Saint-Doulchard, près de Bourges, ont débrayé une heure en milieu de poste, pour dire leur ras-le-bol face aux salaires de plus en plus bas.

L'augmentation générale cette année sera de 0,6 %, c'est-à-dire un peu plus de six euros net par mois pour un salaire au smic – ce qui est le cas de la grande majorité des ouvriers en production et des employés, qui gagnent pour la plupart autour de 10 euros de l'heure, hors primes.

Le revenu global annuel, toutes primes comprises, a baissé, entre 2013 et 2014, de 700 à 1 000 euros par travailleur. Dans le même

temps, les fameux experts financiers de Michelin préconisent une augmentation de 17 % des dividendes par action redistribués aux actionnaires pour 2014. Alors oui, il y a de quoi être en colère!

L'usine de Saint-Doulchard compte 250 ouvriers à la production, dont 85 en situation précaire. Sur les trois équipes, plus de 120 grévistes ont participé aux assemblées générales du 27 janvier. Celles-ci ont

été l'occasion de discuter des revendications mises en avant: augmentation mensuelle de 350 euros net; embauche de tous les travailleurs en contrats précaires, ainsi que le versement de la prime de précarité liée à la fin du contrat, au moment de leur embauche définitive; arrêt des pressions et des menaces de sanction.

En effet, depuis plusieurs mois, les pressions de certains chefs pour augmenter toujours plus la production s'accroissent. Et parfois elles sont accompagnées de réflexions du genre: « Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à aller bosser ailleurs. » Toutes ces revendications ont été

votées après discussion, à l'unanimité des présents. Un nouveau débrayage a lui aussi été voté pour le 2 février.

Ce jour-là, les participants aux assemblées générales étaient quasiment aussi nombreux que la première fois. Ceux-ci ont décidé le principe d'une heure de grève par jour jusqu'à la fin de la semaine et, chaque jour, de voter la reconduction du mouvement. Ils ont ensuite fait le tour des ateliers en réclamant haut et fort les 350 euros net par mois, puis sont montés à la direction. Celle-ci a proposé de recevoir une délégation. Les grévistes ont refusé. Plusieurs sont intervenus

pour dire qu'ils ne voulaient pas de palabres en petit comité et que, si la direction avait quelque chose à dire, elle n'avait qu'à le faire devant tout le monde.

Des débrayages ont eu lieu dans d'autres usines Michelin: Montceau-les-Mines, Le Puy-en-Velay et Vannes, pour défendre les mêmes revendications, et cela donne encore plus le moral.

La lutte continue et doit s'élargir aussi bien à Saint-Doulchard que dans toutes les usines du groupe Michelin. C'est la seule solution pour le faire céder sur les revendications des travailleurs.

Correspondant LO

Antonutti-Delmas – Bezons : la lutte continue

Liquidation de l'entreprise, plaintes de PSA, menaces de sanctions contre des délégués CGT de PSA Poissy : pour le moment rien n'intimide les chauffeurs Antonutti, en lutte depuis presque deux mois.

Le 30 janvier, à la demande du procureur de la République, le tribunal de commerce de Pontoise a décidé la liquidation judiciaire de l'entreprise, avec poursuite de l'activité quinze jours. Ce n'est pas ce que voulaient les grévistes, chauffeurs sous-traitants qui livraient des pièces en juste-à-temps à l'usine de PSA Poissy pour le compte de Geodis, autre sous-traitant de Peugeot. Mais ils se sont sentis vengés du fait que le plan de reprise du patron a été rejeté, alors qu'il supprimait 66 postes sur 142, laissait les dettes à la collectivité et reniait son engagement à verser 35 000 euros net et 1 000 euros net par année d'ancienneté aux licenciés. L'expert du comité d'entreprise a révélé pour plus de 1 845 000 euros d'étranges sorties d'argent les deux années précédentes. Conclusion: la question de la banqueroute frauduleuse peut légitimement se poser.

C'est PSA, le plus puissant de ces donneurs d'ordres, qui a ordonné à Geodis de préparer le transfert en septembre 2015 dans l'usine de Poissy des préparations de pièces effectuées jusque-là à Achères, programmant ainsi la suppression du travail des chauffeurs d'Antonutti. Et Geodis a repris en direct le travail de livraison dès janvier 2015, cassant son contrat commercial sans reprendre les chauffeurs en même temps que l'activité,

donc en toute illégalité.

Dès le début de leur lutte, les grévistes sont allés aux portes de PSA, Geodis et d'autres sous-traitants, afin de dénoncer les responsabilités de ces donneurs d'ordres pour lesquels ils travaillent parfois depuis quinze ans.

Teigneux, PSA a réclamé à la justice de condamner un délégué CGT Antonutti et deux délégués CGT de PSA Poissy, en inventant des blocages de l'usine qui n'avaient pas eu lieu. Mais le tribunal n'a reconnu ni l'urgence, ni la pertinence de sa demande, et en a repoussé l'examen au 12 février. Vexé, PSA a convoqué quatre délégués CGT de l'usine le

30 janvier pour sanction. Elle les accuse d'avoir occasionné la perte de production de 45 à 1 000 voitures, parce qu'ils ont affirmé leur solidarité avec les grévistes d'Antonutti. Cela fait cher la poignée de main et quelques mots d'encouragement sur un trottoir, ont rigolé les grévistes.

En s'attaquant ainsi à des militants, la direction de PSA cherche à décourager toute manifestation de solidarité entre ouvriers. Elle a aussi porté plainte auprès du procureur de la République contre les cinq délégués déjà cités. Elle voudrait



les envoyer devant un tribunal pour rien moins que « tentative d'extorsion de fonds »! Il n'est pas sûr que le procureur la suive sur ce terrain, tant l'accusation est ridicule.

Malgré ces pressions exercées par le patron de PSA, les grévistes d'Antonutti sont venus aux portes de l'usine de Poissy, faire

signer une pétition de soutien et de protestation contre les menaces de PSA. Et ils ont trouvé la solidarité de 450 ouvriers de Poissy qui ont signé en quelques minutes. Le 4 février au matin, rassemblés devant un sous-traitant, les travailleurs ont encore dénoncé l'injustice qui leur est faite.

Correspondant LO

• Sita Ouest – Rennes : les travailleurs mobilisés

• Vendredi 30 janvier, près de 70 % des travailleurs de la collecte des ordures ménagères de Sita Ouest ont une nouvelle fois fait grève pour le paiement de leur pause repas et pour de bonnes conditions de restauration.

• Ce qui a déclenché la colère est une note de la direction en décembre, qui remettait en cause le fait que certaines équipes puissent revenir pour prendre la pause repas au dépôt de Chartres-de-Bretagne. On y trouve un réfectoire aménagé avec micro-ondes, distributeur de boissons et séchoir à linge permettant de

réchauffer ses vêtements de travail parfois détremés par la pluie. D'autres équipes font comme elles peuvent, en s'arrêtant pour le repas sur leur itinéraire, mais la direction n'a rien aménagé pour elles.

La direction cherchait ainsi à économiser quelques minutes supplémentaires au détriment des

salariés: tant pis pour leurs conditions de restauration. Les salariés, avec leurs syndicats CGT et CFDT, n'ont pas voulu laisser passer cette attaque sans rien dire et ils en ont profité pour avancer leurs revendications: paiement de 20 minutes du temps de repas, attribution de vrais lieux de restauration sur le circuit de la collecte, augmentation des salaires de 2,5%.

D'autre part, la charge de travail est telle que les équipes n'ont pas toujours le temps de faire totalement leur tournée en sept heures,

comme prévu dans leur contrat. Une des formes de la protestation est donc d'arrêter les tournées dès les sept heures accomplies. En conséquence, des poubelles ne sont pas collectées dans certains quartiers.

Sita Ouest a une délégation de service public et fait partie de Suez environnement. La direction tergiverse, comptant sur le pourrissement du mouvement. Il y avait déjà eu deux jours de grève fin 2014 et les salariés sont déterminés à continuer leur lutte.

Correspondant LO

Saint-Jean industries Poitou : le discours patronal ne passe plus

Le 20 janvier dernier, la direction de la fonderie Saint-Jean industries, à Ingrandes-sur-Vienne, a organisé une série de réunions visant à informer l'ensemble des ouvriers, techniciens et employés des bureaux, des perspectives de production pour les mois à venir.

Depuis la reprise de la fonderie par Saint-Jean industries en 2012, les discours n'ont pas manqué pour inviter les travailleurs à la patience, leur promettre un avenir basé sur la diversification de la production, quand ce n'était pas au contraire sur la spécialisation dans la culasse, leur « cœur de métier ».

Cette fois, lorsque le directeur a annoncé que la production de pièces pour Fiat se ferait, non à Ingrandes comme prévu, mais en Croatie, les réactions ont fusé. Ce n'est pas les travailleurs de cette usine que Saint-Jean possède dans une zone franche de Slavonski Brod qui ont été la cible de la colère, mais bien les patrons, qui exploitent les uns et les autres et les baladent de promesses en engagements non tenus. Et quand le directeur a osé dire qu'il fallait tout de même garder confiance, que d'ailleurs l'activité Fiat pourrait revenir à Ingrandes au deuxième semestre 2016, la réplique a été immédiate : « On ne vous croit pas et c'est vous que l'on tiendra pour responsable de ce qui arrivera. »

La filialisation de l'activité prototype a aussi été évoquée. La direction a tenté d'assurer qu'il ne s'agissait que d'un projet, mais les ouvriers ne sont pas dupes. Ils savent qu'il s'agit de mettre à part un secteur devenu récemment particulièrement rentable.

Quoi qu'il en soit, la direction conditionne ses quelques fragiles

promesses à la signature d'engagements de commandes que Renault, principal donneur d'ordres de l'usine, devrait prendre le 31 mars, garantissant la production de culasses pour cinq ans. Elle a même invoqué le ministère du Redressement productif, impliqué paraît-il par cette signature : pas plus crédible qu'une parole de patron !

Dans les ateliers, l'inquiétude quant à l'avenir monte, en même temps que le sentiment qu'il n'est pas question de se laisser faire. Si la direction a préféré s'adresser directement aux travailleurs, en prenant soin tout de même de couper en deux l'effectif de chaque équipe, plutôt que de s'en tenir aux annonces du comité d'entreprise extraordinaire qui a eu lieu le 13 janvier, c'était pour tenter de calmer les esprits. Elle en est ressortie piteuse : les ouvriers n'entendent pas se laisser bernier par les excuses que se donne par avance la direction. Et ils en ont pardessus la tête de voir les patrons se défilier de leurs responsabilités, après leur avoir seriné toute l'année dernière que ce qui plombait l'avenir, c'était les salaires trop hauts, les pauses trop longues, les effectifs trop nombreux ou les accords d'entreprise trop favorables. Eux font des profits, quand les travailleurs n'ont que leurs emplois et leurs salaires pour vivre. Alors, être compréhensifs, c'est terminé !

Correspondant LO



Assemblée générale en 2011.



Manifestation en janvier 2015.

Thyssen Ascenseurs – Angers : rassemblement contre les licenciements

Mardi 27 janvier, à l'appel de la CGT, de la FSU, de SUD et de l'UNL, 400 salariés de l'agglomération d'Angers se sont rassemblés devant Thyssen, fabricant d'ascenseurs dans la zone industrielle de Saint-Barthélémy. Pendant plusieurs heures, les manifestants se sont adressés aux travailleurs de la zone.

Les salariés de Thyssen se battent depuis septembre 2014, lorsque le groupe a annoncé sa décision de transférer la production de l'usine d'Angers et donc de licencier 258 des 442 salariés. Malgré les pressions de leur direction et le chantage à la fermeture totale des activités d'Angers, les salariés exigent le maintien de tous les emplois et une prime de licenciement extra-légale conséquente, si la direction ne change pas d'avis et les met à la porte. Afin de faire connaître leur lutte, ces dernières semaines, ils ont manifesté au château d'Angers et au festival de cinéma

Premiers plans.

Soutenus par des délégations de nombreuses entreprises du privé comme du public, les manifestants, qui s'étaient regroupés devant Thyssen, sont allés vers CBI (Chassis Brake International, ex-Bosch) fabricant de freins, où une centaine de salariés ont débrayé en étant conscients de mener le même combat. Dans cette entreprise qui se situe sur la même zone industrielle, les travailleurs savent aussi ce qu'est un PSE (plan de licenciements) puisque non seulement ils viennent d'en connaître un, qui a visé du personnel d'encadrement, mais ils risquent de nouveau

d'être confrontés à une proposition d'accord de compétitivité qui a pour but de remettre en cause des avantages acquis. Le tout est ponctué par un nouveau chantage à la délocalisation dans les mois à venir.

Lors de cette manifestation, les participants ont montré qu'ils refusaient de se faire liquider entreprise par entreprise et souhaitent que la riposte s'amplifie. Il ne s'agissait pas là d'un baroud d'honneur, mais de tenter de redonner confiance aux travailleurs des entreprises frappées par des plans de licenciements. Il faut que ces derniers, forts de ce soutien, se sentent dans les semaines à venir en mesure de faire payer le plus cher possible ce patronat qui n'est absolument pas gêné de mettre des centaines de travailleurs à la rue pour accroître ses profits.

Correspondant LO

Verreries de Masnières (Nord) : non au chantage patronal

Le patron du groupe autrichien Stölzle, qui a racheté fin 2013 les Verreries de Masnières, une usine située près de Cambrai, la menace de liquidation si les travailleurs n'acceptent pas un plan de compétitivité qui prévoit 120 licenciements sur les 500 postes que compte l'usine.

Le nouveau patron avait imposé fin 2013, comme condition au rachat, la signature d'un premier accord de compétitivité comportant entre autres le gel des salaires pendant trois ans et une augmentation du temps de travail. Il prétendait en retour garantir l'emploi pendant trois ans, promettant 30 millions d'euros d'investissements. Les travailleurs avaient déjà montré, en débrayant, ce qu'ils pensaient de ce chantage,

Mais, mi-octobre 2014, Stölzle plaçait l'usine en redressement judiciaire, avec une période d'observation de six mois par le tribunal de commerce de Douai. Il proposait de rediscuter d'un second accord de

compétitivité, sans même avoir fait semblant de tenir les promesses du premier, ni par conséquent déboursé un seul euro d'investissement. La CGT lançait alors un appel à la grève pour dénoncer les promesses non tenues, que le PDG du groupe a qualifiées depuis de « maladroites ».

Aujourd'hui, les actionnaires du groupe attaquent pour faire passer un second plan de compétitivité, avec 120 licenciements à la clé, qui serait la condition de reprise de l'usine en redressement judiciaire. Ils proposent donc de racheter... leur propre entreprise. La mise en redressement judiciaire et les pressions exercées contre les salariés visent à gagner

sur tous les tableaux : faire éponger leurs dettes grâce aux fonds publics et économiser au maximum sur les coûts de production.

Devant la résistance de nombre de travailleurs, la direction de l'usine a réagi en lançant une campagne contre le syndicat CGT et, à travers lui, contre tous les travailleurs qui n'acceptent pas ces sacrifices, allant jusqu'à mobiliser des cadres devant l'usine avec des pancartes : « Je suis Stölzle ».

Le patron utilise la peur du chômage pour tenter de faire passer ses attaques, et avance les prétendues difficultés du marché. Le groupe Stölzle n'est pas une petite entreprise : il emploie 2000 salariés et a des usines de production sur cinq sites en Europe. Les travailleurs qui refusent son chantage ont mille fois raison.

Correspondant LO

Rennes : les hospitaliers contre l'austérité

Jeudi 29 janvier, 400 hospitaliers ont manifesté à Rennes devant l'Agence régionale de santé de Bretagne. À l'appel de la CGT, rejointe ici ou là par Sud, des salariés de différents hôpitaux de la région sont venus dénoncer les plans d'austérité qui se succèdent.

Les fermetures de lits et les attaques contre le personnel se multiplient. 150 postes sont supprimés à Brest. À Concarneau, troisième ville du Finistère, le service des urgences est fermé la nuit.

À Lannion, un service de chirurgie a été fermé, 22 postes supprimés en 2013, 17 en 2014 et 30 autres le seront en 2015. À Pontivy, avec la suppression de 70 postes, le personnel croule sous

les heures supplémentaires. Un peu partout, les jours de RTT sont remis en cause.

À Douarnenez, il est prévu de fermer le service de chirurgie et le bloc opératoire. Il y a quinze jours, 1 200 personnes ont manifesté à Quimper pour s'opposer à ce projet.

Dans plusieurs établissements, des primes qui étaient jusqu'à présent versées aux contractuels ne le sont plus pour les nouveaux



embauchés. Cela se traduit par près de 90 euros de moins pour les infirmières contractuelles et 140 euros de moins pour les aides-soignantes contractuelles. Les mesures d'économies annoncées par le gouvernement pour 2015 vont encore

aggraver les choses. Ce rassemblement régional a été une occasion de protester contre la politique de santé qui, face aux déficits des hôpitaux, n'a d'autre réponse que les économies sur le personnel.

Correspondant LO

Hôpital Le Vinatier – Bron : l'agression de trop

Mercredi 28 janvier, dans le service Flavigny de l'hôpital psychiatrique Le Vinatier à Bron près de Lyon, plus de 150 hospitaliers, très choqués par l'agression d'un infirmier par un jeune patient, se sont rassemblés pour exprimer leur soutien à leur collègue blessé, avant d'aller exprimer leur mécontentement auprès de la direction.

Ils réclament la réouverture d'au moins 30 lits, avec tous les effectifs nécessaires et des moyens renforcés pour les centres médicaux psychologiques (CMP) dans les quartiers. Malgré les circonstances, tout le monde était content de s'être retrouvé et exprimé en direct

avec la direction.

Ce n'est pas le premier accident de ce type qui a lieu. Il y a douze ans, déjà à Flavigny, deux agents avaient été agressés par un patient, dont un mortellement. Plus récemment, en 2012, à l'unité médicale d'accueil (UMA), un aide-soignant avait été

gravement blessé à l'arme blanche.

La direction invoque le fait que le comportement d'un malade mental est imprévisible. Raison de plus pour donner au personnel tous les moyens de prise en charge nécessaires pour éviter les violences. Car si les agressions et accidents se multiplient, c'est avant tout parce qu'il manque du personnel, des lits d'hospitalisation et que les conditions de travail se dégradent, ce qui accroît les tensions.

La veille de l'agression, le personnel de l'UMA, excédé,

avait fait appel aux syndicats pour dénoncer la situation du service, qui est engorgé en raison du manque de places sur l'ensemble de l'hôpital et du manque d'effectif. Alors qu'il n'y a que onze lits, régulièrement depuis des semaines entre 20 et 30 patients sont entassés, y compris dans les couloirs, sur des couchettes, dans les salons, les bureaux, où les mineurs et les adultes se côtoient. Pour faire face, le matin, l'équipe ne se compose souvent que de deux agents. C'est inacceptable, autant pour le personnel que pour

les patients hospitalisés.

En 2005, après les deux meurtres à Pau d'une infirmière et d'une aide-soignante par un malade mental, Sarkozy avait dit qu'il allait prendre des mesures pour améliorer les conditions d'hospitalisation et de travail en psychiatrie. Dix ans plus tard, sous Hollande, on voit que rien n'a été fait, et surtout pas débloquent des moyens, pour éviter que de tels drames se reproduisent.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et

n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Qui doit payer pour la dette ?

Depuis la victoire de Syriza, une campagne médiatique et politique se développe sur le thème suivant : si la Grèce renonçait à honorer sa dette, combien en coûterait-il aux citoyens français ? Étant donné que la dette grecque, au départ essentiellement privée, a été largement rachetée par des États, les médias agitent cette menace : si les Grecs refusent de payer, cela retombera inévitablement sur le dos des malheureux contribuables français, mais aussi italiens, allemands, etc.

Des économistes ont fait le calcul : si la Grèce rejetait sa dette, il en coûterait de 600 à un peu plus de 700 euros à chaque Français. Les chiffres sont un peu imprécis. En tout cas ce n'est pas rien. Mais cette campagne est aussi une façon de faire entériner par ces mêmes contribuables de tous les pays leurs propres dettes publiques nationales. Ainsi la dette de la France, à

une tout autre échelle, représente plus de 30 000 euros par citoyen français, nourrissons et vieillards compris, contribuables ou non.

Or les Français des classes populaires n'ont jamais vu la couleur de cet argent qu'ils sont censés avoir emprunté. Rappelons que sous le seul mandat présidentiel de Sarkozy, la dette publique de la France s'est accrue de

600 milliards d'euros, passant de 1 200 milliards à 1 800 milliards. On était en pleine crise, en pleine montée du chômage. La population n'a donc rien gagné, seules les banques et autres institutions financières ont raflé la mise. Et depuis, la dette ne cesse d'augmenter sans que la population y gagne quoi que ce soit. Au contraire, austérité et chômage s'amplifient.

Une conclusion s'impose : non seulement la dette grecque, mais les dettes de la France et d'autres pays doivent être payées exclusivement par les banques et institutions financières qui y ont gagné et qui par-dessus le marché en touchent les intérêts.

André Victor

Arabie saoudite : mort d'un tyran

Après la mort du roi Abdallah d'Arabie saoudite, un parterre de princes, de chefs d'État et de gouvernement, de ministres, dont Hollande, le prince Charles, Obama et Cameron, s'est réuni à Ryad pour lui rendre hommage.

La famille royale de ce pays compte 4 000 membres, qui vivent dans un luxe tapageur, dépensant sans compter et alimentant les industriels occidentaux aussi bien en commandes d'armement qu'en commandes de produits de luxe. Il est vrai que ce pays, l'un des premiers producteurs de pétrole, est une des principales sources de profits des groupes pétroliers. Il est vrai aussi qu'il s'est joint, au moins officiellement, à la croisade menée par Obama et Hollande en Irak et en Syrie.

Mais l'Arabie saoudite est aussi un des États les plus réactionnaires de la planète. Sa législation est inspirée par l'islam le plus rigoriste, les femmes se voient refuser le droit de conduire, mais aussi de travailler ou de sortir si elles ne sont pas accompagnées par un homme de leur famille. La police des mœurs, la fameuse Mut-tawa, dite « comité pour la propagation de la vertu et la prévention du vice » est chargée d'appliquer la charia, la loi islamique, qui condamne entre autres l'homosexualité et la « fornication », décrite l'arrestation de tout homme et de toute femme trouvés ensemble s'ils n'appartiennent pas à la même famille. Cette police surveille l'application des règles islamiques en matière d'habillement, en matière vestimentaire et alimentaire, s'assurant de la fermeture des magasins pendant la prière.

Alliot-Marie met le voile sur la peine de mort !

La députée européenne Michèle Alliot-Marie a demandé que l'Arabie saoudite et le Koweït ne soient pas cités dans un prochain rapport du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme. Elle ne voulait pas que l'on fasse figurer ces deux pays dans la liste de ceux qui pratiquent la peine de mort.

Pourquoi donc cacher que l'État saoudien a procédé à 87 exécutions en 2014, essentiellement par décapitation ? Pourquoi vouloir cacher que le Koweït a repris les exécutions capitales après un moratoire de six ans et qu'une quarantaine de détenus sont actuellement dans le couloir de la mort ?

Est-ce parce que l'Arabie saoudite est responsable à

Dans ce pays, les décapitations sont monnaie courante. Selon l'AFP, 87 condamnés à mort ont été exécutés en 2014, 78 en 2013, ce qui place l'Arabie saoudite au troisième rang pour le nombre d'exécutions, derrière l'Irak et l'Irak.

Les aveux qui sont obtenus sous la torture font office de preuves et les accusations de sorcellerie ou de « corruption sur terre » peuvent être utilisées pour tout comportement déviant de la loi islamique.

La récente condamnation à mille coups de fouet, sans compter les dix ans d'emprisonnement et une amende de près de 200 000 euros, d'un blogueur ayant osé critiquer le manque de liberté d'expression et le poids de la religion dans la société, est venue rappeler à quel point le régime est une dictature féroce à l'égard des opposants qui peuplent par milliers ses prisons.

Cela ne dérange visiblement pas les dirigeants des grandes puissances, en particulier des États-Unis qui ont fait de l'État saoudien un de leurs principaux alliés au Moyen-Orient.

La barbarie de ce régime n'a donc d'égal que l'hypocrisie des dirigeants des grandes puissances lorsqu'elles présentent leurs interventions dans la région comme motivées par la défense de la liberté et de la démocratie.

David Marciel



Shaima-al-Sabbagh manifestant le 24 janvier.

Égypte : une militante de gauche tuée par la police

Quatre ans après la révolte ayant provoqué le départ de Moubarak, des militants de gauche se sont rassemblés au Caire le 24 janvier, non loin de la place Tahrir, pour un hommage aux manifestants de l'époque, victimes de la répression policière au service de la dictature. L'une des participantes, Shaima al-Sabbagh, militante de l'Alliance populaire pour le socialisme, a été tuée d'un tir dans le dos alors qu'elle s'apprêtait à déposer une couronne de fleurs.

Vidéos amateurs et témoignages montrent clairement la responsabilité des forces de police, armées jusqu'aux dents, face à une frêle manifestante. Seule une vingtaine de manifestants pacifiques se trouvaient là, après l'envoi de gaz lacrymogènes ayant dispersé les passants. Plusieurs de ses camarades lui portant secours ont ensuite été arrêtés.

Les sbires ont tué cette militante parce qu'elle défiait le pouvoir qui interdit les rassemblements, sans doute aussi parce qu'elle était une femme.

Son enterrement à Alexandrie a lui aussi donné

lieu à une manifestation, tandis qu'une autre jeune manifestante de 18 ans était tuée.

Défiant la loi qui, depuis octobre 2013, interdit les rassemblements « non autorisés », les participants portaient des photos du ministre de l'Intérieur barrières du slogan « Recherché, le meurtrier de Shaima al-Sabbagh ». D'autres rassemblements ont eu lieu, à l'initiative de partisans du président déchu Morsi, membre de la confrérie des Frères musulmans, déclarée « terroriste » par le régime du maréchal al-Sissi. Plusieurs centaines d'arrestations auraient eu

lieu, comme s'en vante le ministère de l'Intérieur.

L'armée, officiellement sur le devant de la scène en Égypte depuis juillet 2013, est responsable de la mort de plus de 1 400 manifestants, pour la plupart partisans de Morsi, de centaines de condamnations à mort de Frères musulmans, et de 15 000 arrestations ; parmi eux se trouvent aussi des dizaines de manifestants de gauche qui contestaient la nouvelle forme de dictature des généraux.

La bande du vieux dictateur déchu Moubarak, elle, n'a jamais vraiment quitté les arrières-cours du pouvoir, tandis que ses fils ont été récemment remis en liberté. Quant à l'ensemble de la population, écrasée par la bourgeoisie égyptienne, les retombées de la crise et l'avidité des financiers internationaux, elle attend toujours que les slogans de 2011, réclamant le pain et la liberté, trouvent un minimum de concrétisation.

Viviane Lafont